

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le Congrès de Marseille (*Amédée Dunois*). — Lettre de Russie (*Victor Serge*). — La Semaine politique : le Partage de la Haute-Silésie (*C.-E. Labrousse*). — Les Rivalités franco-britanniques (*Henri Guilbeaux*). — Le 3^e Congrès de Moscou : Thèses et Résolutions adoptées :

Thèses sur la situation mondiale et le Rôle de l'Internationale Communiste; Thèses sur la Tactique; Résolution sur le Rapport du Comité Exécutif; Thèses sur l'Action des Communistes dans les coopératives; Résolution sur l'action dans les Coopératives. — Documents divers, etc.

Le Congrès de Marseille

NOTRE Congrès extraordinaire de la Pentecôte nous a physiquement constitués : je veux dire qu'il nous a donné des statuts, une organisation générale, des cadres. Notre Congrès ordinaire de Noël aura à nous constituer intellectuellement, moralement : il aura à nous donner sinon des principes, que nous possédons déjà, du moins un programme d'action, dont nous manquons encore, comme le reconnaissait naguère Frossard, dans un article retentissant qui fit — on ne sait trop pourquoi — la joie des dissidents.

Le Comité directeur, en sa séance du 27 septembre, a fixé l'ordre du jour de ce Congrès de Marseille où nous devons nécessairement nous définir. Il a formé les commissions chargées de rédiger les *thèses* qui seront soumises en son nom aux sections du Parti. Ces thèses paraîtront dans deux ou trois semaines au plus tard, et nos sections, tout aussitôt, seront conviées à procéder à leur étude.

De grandes discussions théoriques vont donc s'instituer dans toutes nos sections locales pour aboutir, fin décembre, au Congrès de Marseille, à la suprême controverse, d'où sortira définie, sur toutes les questions débattues, la pensée globale du Parti. De fécondes semaines de travail austère, d'élaboration sérieuse et efficace s'ouvrant ainsi devant nous. Le mal dont nous souffrons, dont souffre le Parti, vient de ce que nos sections et nos fédérations manquent d'activité intellectuelle soutenue, ce qui se manifeste fréquemment par un manque d'activité tout court. Chaque semaine, chaque quinzaine ou chaque mois, on se réunit bien dans la même petite salle enfumée,

sur la convocation du « camarade secrétaire » ; mais, réunis, on ne sait pas toujours que dire ni que faire ; et ce sont des heures perdues ; et c'est le découragement qui survient, surtout quand les questions personnelles, avec leur triste cortège de défiances, de suspensions, d'insinuations, voire d'accusations formelles, se mettent de la partie et viennent irrémédiablement gêner ce qui n'était que compromis. C'est pourquoi je me réjouis que l'approche du Congrès national offre au Parti l'occasion de rem placer les débats de personnes qui l'appauvrissent et le débilitent par des débats d'idées dont nous sortirons, j'en ai l'espérance, plus sûrs de notre doctrine et renforcés dans nos désirs d'action.

Ce sont des questions capitales qui figurent à l'ordre du jour du Congrès de Marseille.

Et d'abord la question des syndicats, — des rapports du Parti communiste et des syndicats ouvriers. Voici quelque temps que je la traite — un peu à bâtons rompus, il est vrai — dans ce *Bulletin Communiste*, qui a la juste ambition de devenir un champ de controverses théoriques et le laboratoire des idées générales du Parti : c'est dire toute l'importance que, personnellement, j'y attache. Elle est absolument au premier plan des préoccupations actuelles du prolétariat français. Elle se pose au Parti avec une sollicitation si forte que s'il ne la résolvait pas à Marseille il reviendrait de là-bas diminué.

Nous voulons être effectivement le *parti des masses*. Les masses, nous les atteignons d'une double manière : tantôt directement, tantôt par l'intermédiaire des syndicats. Si les syndicats étaient faibles, sans consistance, sans

influence, un parti de révolution comme le nôtre pourrait à la rigueur se permettre de les prendre en tutelle, — j'ai failli dire *en croupe*. Tout change quand les syndicats ont sur la masse inorganisée une autorité dont chaque mouvement de grève apporte la démonstration : et cela, c'est le cas de la France où les organisations professionnelles exercent une influence qui dépasse de loin la force de leurs effectifs.

Qu'on le veuille ou non, nous avons affaire chez nous à des syndicats solidement constitués et, de plus, traditionnellement révolutionnaires. Celui qui professe que les syndicats doivent être organiquement subordonnés au Parti, a peut-être cent fois raison : il n'en risque pas moins de soulever contre lui et contre le Parti la rébellion de ces syndicats, habitués depuis trente ans à l'indépendance et qui s'enorgueillissent de n'en avoir pas fait un si mauvais usage. Au rebours, celui qui prétend que le Parti doit laisser aux syndicats toute licence d'agir et de penser comme ils l'entendent, — *fût-ce contre-révolutionnairement*, fût-ce contre le communisme, — et qui prétend encore que le rôle du Parti c'est de servir en silence les syndicats — comme l'enfant de chœur sert la messe — sans rien demander en retour ; celui-là, outre qu'il a contre lui toute l'Internationale, autant dire qu'il renonce délibérément à pénétrer d'aucune influence communiste la classe ouvrière organisée, autant dire qu'il abandonne bénévolement aux syndicalistes révolutionnaires et aux anarchistes toute une portion — et justement la portion organisée et consciente — de la classe ouvrière.

Entre ces deux points de vue extrêmes, n'y a-t-il point de place pour une opinion intermédiaire, qui tienne compte à la fois et de l'expérience française d'un syndicalisme révolutionnaire indépendant de tout parti et des résolutions de l'Internationale communiste tendant à rapprocher le plus intimement possible les syndicats et le Parti ?

Cette opinion moyenne existe-t-elle ? Elle existe. Je la défends ici depuis plusieurs mois déjà et compte la préciser encore au cours des semaines à venir. Elle admet que les syndicats se suffisent *administrativement* à eux-mêmes ; elle nie qu'ils *suffisent à tout*. Elle repousse leur subordination au Parti ; elle n'a même que faire de la liaison organique. Elle tient syndicats et Parti pour également nécessaires : les rôles sont différents, mais le but est le même, et la Révolution prolétarienne exige le concours à la fois et des syndicats, qui donneront le signal de la grève générale, et du Parti Communiste, qui déclanchera l'insurrection armée. Cette opinion enfin considère que c'est le droit du Parti, son droit et son devoir, de faire pénétrer dans les syndicats les idées marxistes et communistes de lutte de classes, de dictature prolétarienne et de propriété sociale.

Il ne s'agit plus, dans cette opinion, de su-

bordonner les syndicats au Parti communiste, *mais de les gagner au communisme*. Il s'agit de faire en sorte que le syndicalisme se confonde peu à peu, par le moyen d'une discussion libre et fraternelle, avec le communisme, car il est évident que deux doctrines révolutionnaires différentes et rivales ne peuvent sans péril continuer à se disputer le prolétariat. Evident aussi que l'unité matérielle du front prolétarien a pour condition et pour garantie l'unité intellectuelle, l'unité de pensée, de sentiment, d'idéal.

Il n'y a pour ainsi dire pas de communiste qui ne soit très résolument syndicaliste révolutionnaire : faire un communiste conscient, faire un marxiste de tout syndicaliste révolutionnaire, c'est selon moi le mot d'ordre de notre politique syndicale de demain.

**

La question de la tactique électorale ne vient qu'au second plan au Congrès de Marseille. Elle donnera lieu elle aussi à de vives polémiques. Quelle tactique le Parti communiste doit-il pratiquer en cas de second tour de scrutin ? Se retirer purement et simplement, si la victoire est impossible, est chose évidemment tentante. Mais est-il possible de se retirer à tout coup ? L'intérêt du Parti — unique arbitre en la matière — ne commande-t-il pas de reporter les voix communistes sur le nom du candidat socialiste le plus favorisé, quitte à exiger de lui la réciprocité ? Ne commande-t-il pas même de faire battre au second tour l'homme du Bloc National par celui du Bloc des Gauches ? A noter qu'il suffirait d'une réforme électorale abolissant le second tour pour que cette question de tactique perdît — heureusement — tout intérêt à nos yeux.

La question du militarisme et de la défense nationale sera facile à résoudre. La vieille formule : *Pas un homme, pas un sou*, est plus que jamais de saison ; nous la compléterons par cette autre : *Pas de défense nationale en régime capitaliste*, — où se ramasse notre expérience de la guerre.

Restent la question des coopératives et la question de la femme. Il y a bien des chances pour que la première ne soit qu'effleurée et pour que nous soyons tous d'accord sur la seconde, encore qu'elle se heurte chez nous à trop de préjugés masculinistes. Mais la 3^e Internationale combat les préjugés au même titre que les institutions. « La révolution communiste, ont dit Marx et Engels, sera la rupture radicale avec le régime traditionnel de la propriété. Quoi d'étonnant que, dans sa marche, elle entraîne une rupture radicale avec les idées traditionnelles ? »

Seulement, communistes, mes frères, n'attendons pas, s'il vous plaît, la révolution communiste pour rompre radicalement avec les idées traditionnelles ?

Amédée DUNOIS.

Lettre de Russie, par Victor SERGE

Petrograd, 1^{er} septembre 1921.

Petrograd par une belle journée d'août. Place Michel, sous les fenêtres d'un palais et d'un théâtre bondé tous les soirs, trois étranges attelages sont arrêtés. Ce sont des chariots bas, recouverts de bâches, trainés par de petits chevaux dont les côtes font lamentablement saillie sous la peau tendue, poussiéreuse, tachée de sueur. Les conducteurs las, vieux moujiks barbus, demandent, la route. Alentour le va-et-vient des tramways, le double flot des passants bien vêtus (en somme) de la grande ville. Sous les bâches, sur lesquelles vient tomber un flot de soleil, il y a de petites têtes blondes ébouriffées et de vieux visages terreux de malades que la faim consume.

— D'où venez-vous, petit père ?

— De Samara.

Du pays de la faim. Et ils ont fait plus de mille kilomètres, chassés par le désir de vivre, de vivre quand même — alors que leur peuple entier, là-bas, semble condamné.

...Deux fillettes, debout dans le chariot, regardent sans étonnement la foule et la ville. Elles ont des yeux bleus fatigués, des joues creuses et grises — de poussière et d'anémie. Elles ont déjà traversé tant de villes inhospitalières que même celle-ci ne les étonne pas.

...Ils arrivent ainsi, les plus courageux et les plus chanceux des fuyards de la Volga, dans toutes les villes de l'immense Russie. Ils amènent avec eux des mourants et des morts, parfois de petits cadavres crispés, des êtres difformes, au ventre ballonné par des nourritures immondes, des maladies... Ils traversent les cités dont la souffrance est si peu de chose, comparée à la leur, pareils à des sauvages d'une autre race. Les gens de la ville, vêtus à l'euro péenne, souvent avec un reste d'élégance, s'arrêtent au bord des trottoirs pour les voir passer. Les meilleurs poussent un soupir. D'autres disent, imbéciles : « Tant pis, tant mieux ! Les bolcheviks ne s'en tireront pas, cette fois ! »

Trouveront-ils asile et pain, dans notre grande ville dévastée où la vie est si dure ? Je considère la foule sur la place et voici que j'en doute presque. Tous ces passants ont des têtes et des habits de l'ancien régime. Des ouvriers, des révolutionnaires, les uns sont morts, les autres font obscurément de pénibles besognes — et sont mal vêtus, sont mal nourris et n'ont plus rien à donner. Or, un café, une confiserie, viennent de s'ouvrir à cent mètres d'ici où le petit-bourgeois qui passe dépense en dix minutes trois ou quatre salaires mensuels d'ouvrière communiste. Et j'ai tout à coup, pau-

vres gens affamés, la sensation très nette que vous n'avez rien à espérer de ces boutiquiers, de leurs clients, de l'écœurante petite-bourgeoisie des capitales que votre inconscience a si souvent soutenus. Vous n'avez rien à espérer que de ceux, prolétaires épuisés, communistes rescapés de la guerre civile, qui sont presque aussi pauvres que vous.

On passe devant des étalages tout flamboyants neufs, à la fois opulents et piètres. Ici l'on peut dîner en gastronome — à la condition d'être avec bonheur un de ces gros dilapidateurs des stocks de la Commune que la Commission Extraordinaire fusille encore lorsqu'elle les prend sur le fait. J'entre.

Trois messieurs sont là qui parlent avec le patron de l'établissement, vieil antiquaire à bésicles. La salle est ornée de gravures, de miniatures, de porcelaines — produits d'excellentes opérations faites par un connaisseur. Ces menues choses représentent des millions de roubles. Par la fenêtre je vois s'éloigner les attelages misérables des affamés. Je me demande par quel miracle viennent debout les pauvres bêtes éreintées qui les traînent.

Et j'entends parler un monsieur qui vient de poser sur une chaise cannelée son portefeuille de technicien grassement rétribué :

— Les Américains... le capital anglais... Ce sera une excellente affaire... oh ! tout à fait bonne ! Une concession ? Non, pas encore... Vous dites dix-sept millions ? En valuta ça fait... peu de chose... dix-neuf millions... les Américains.

Des bribes de mots me parviennent. Puis d'autres :

— La famine... les conséquences politiques de la famine... ils sont fichus... fichus...

Et de nouveau :

— ...Le capital anglais... les Américains.

Une mince demoiselle leur apporte le café au lait et des petits gâteaux. Le patron-antiquaire exhibe une miniature que l'on estime tout bas en roubles du tsar, de la douma, des soviets, en francs, en marks, en dollars...

Je me rappelle les « Blancs » de 1919. J'ai lu ce matin qu'un nouveau complot vient d'être découvert. Ce n'est pas encore le plus vrai, le plus dangereux.

Il y a déjà des hommes qui s'imaginent pouvoir demain dépecer la révolution morte...

L'après-midi, un jeune étudiant juif de Kharkov est venu chez moi. Très simplement, sans se douter qu'il disait des choses effroyables, qu'il nous ramenait, nous réunis en 1921 dans une des grandes capitales du monde civilisé, au temps des tueries mérovingiennes, il nous a confié en prenant le thé, combien de fois il avait failli être fusillé parce que juif. Cinq ou six fois en dix-huit mois. Comment

a-t-il survécu ? Le même hasard un peu déconcertant qui fait que des soldats survivent à cinq ou six assauts, l'a épargné... Tour à tour les blancs, les égorgeurs de Pellioura, les makhnovitsi, d'autres encore dont on ne sait pas la couleur politique (?) ont voulu le tuer. Son malheur est d'avoir le type de sa race.

— Jid ? (youpin) ne dis pas non ou gare !

Le premier venu, un soir trouble de pogrom, l'interroge ainsi dans la rue, dans un wagon, dans sa demeure. Les crosses sont levées sur sa tête.

— Oui, juif.

— Au mur ! En route !

En route, tranquille (il en a tant vu assassiner depuis qu'on a égorgé son propre frère). Il offre des cigarettes à son bourreau qui, de bonne composition, lui dit tout à coup : « Fous le camp ! »

Une autre fois les makhnovitsi l'on pris. Il a déclaré connaître un ami du batko. Et le batko lui-même l'a grâcié.

Une autre fois encore un illettré prit son carnet d'étudiant pour un carnet de communiste et voulut lui casser la tête.

Une autre fois enfin les égorgeurs l'ayant amené pour le tuer au pied d'une haie, décilèrent de le tirer au vol en le jetant par-dessus la haie. Ces égorgeurs, un peu ivres, furent maladroits...

Il trouve, cet étudiant, que ces choses sont simples, normales. Venu chercher des livres ici, il va retourner là-bas avec l'espoir de vivre pourlant. Il n'est pas communiste, mais sympathise avec les rouges ; où ceux-ci s'installent, les pogroms cessent.

Le soir j'ai rencontré un « révolutionnaire » ennemi des communistes. Nous ne manquons jamais d'échanger au passage quelques répliques plus ou moins acérées.

Désignant du geste la rue où la petite bourgeoisie semble, avec la liberté du pelif commerce, reprendre pied, odieusement, il m'a demandé, narquois, et, de toute évidence, satisfait :

— Nierez-vous maintenant la détaite ?

Il ne fallait pas faire ceci... il fallait faire cela... C'est la faute au Parti... Il fallait écouter les mencheviks si prévoyants... Il ne fallait peut-être pas faire de révolution du tout... Il fallait laisser le pouvoir aux socialistes révolutionnaires... Il fallait ériger les syndicats en République du Travail... Il fallait dissoudre l'État, décentraliser, instituer l'anarchie...

Le « révolutionnaire » dissident et malcontent que l'on rencontre conclut son réquisitoire invariable selon l'étiquette qu'il veut porter au front... Pendant la guerre, ainsi, dans les bars, de très braves gens faisaient de la critique militaire et de la stratégie.

Mais j'écoute le « camarade ». Et je me rends compte qu'il éprouve une amère satisfaction à constater quel immense danger environne « la révolution des autres », à dire : « moi, je m'en lave les mains, j'aurais fait mieux que Lénine ! » ; à penser que si tout s'effondre un jour dans la vague de sang d'une atroce réaction il pourra triompher en criant

impunément que « c'est la faute aux bolcheviks... »

Il n'a jamais réquisitionné du pain dans les campagnes, lui. Il n'a jamais fait des visites domiciliaires. Il ne s'est pas battu contre Cronstadt. Il n'a jamais fait arrêter personne. Il n'est pas commissaire. Il n'a fait aucune des sales besognes de la guerre des classes. Il est propre, il est pur, il est idéaliste.

Il triomphera si la révolution périt.

Je sais bien qu'elle encourt, cette révolution, des reproches nombreux. Mais je ne sais pas quels sont ceux qui ont le droit de les lui faire. La critique est tellement aisée des errements de ceux qui ont tenté de maîtriser la formidable tourmente sociale où périt un monde, où naît, quoi qu'on dise et fasse, un autre monde. Mais est-ce l'heure de la critique ?

Est-ce l'heure quand notre nouvelle politique économique — nécessaire, nul n'en doute — s'avère comme une trêve avec l'ennemi le plus tenace et le plus résolu de la révolution des pauvres, avec la petite-bourgeoisie qui a gangrené nos institutions, pillé (quelquefois légalement) nos stocks, survécu à force de platitude à toute terreur rouge et n'adore que le bénéfice ? Quand dans la région de la Volga trente millions de paysans — les trois quarts de la population totale de la France — meurent de faim, quand des millions de faibles et d'enfants vont périr, cet hiver, quoi qu'on fasse pour leur venir en aide.

Et ne faut-il pas, d'ailleurs, une singulière aberration mentale pour ne pas comprendre qu'à l'immense souffrance des Russes, il y a des causes multiples et profondes en présence desquelles les actes des chefs et des partis sont bien peu de choses ? Qu'on se rappelle :

Quatre années de guerre impérialiste, puis quatre années de guerres civiles. L'intervention étrangère sur sept fronts. Les complots incessants. Le blocus. Le sabotage des techniciens. L'ignorance et l'esprit borné des masses paysannes. L'épuisement, par la guerre et la faim, du prolétariat révolutionnaire. La mort des meilleurs. Cela dans le pays du monde où il y avait auparavant le moins de chemins de fer et le plus d'illettrés.

Quatre fois la guerre passa et repassa sur les régions aujourd'hui affamées, suivant avant la sécheresse, une agriculture toujours très primitive. C'est là que l'Entente souleva les tchéco-slovaques en 1918. Là que les constituants voulurent gouverner. Là que revint Koltchak. Là que les blancs décimèrent le plus cruellement, par la terreur, toute une population. Maintenant la terre est morte. Qui l'a tuée ?

Il me semble que chaque chose, chaque voix, à chaque pas que l'on fait dans la rue d'une ville russe, attestent aujourd'hui plus que jamais que la révolution russe a surtout été le magnifique sacrifice d'un jeune peuple d'élite à l'avenir du monde.

Victor SERGE.

La Semaine Politique

Le partage de la Haute-Silésie

Le Conseil de la Société des Nations vient d'achever le laborieux découpage de la Haute-Silésie. Sans doute les conflits diplomatiques récents auxquels il a donné lieu sont-ils l'expression de la rivalité des capitalismes franco-polonais et anglo-allemand. Il serait cependant puéril de réduire la question haut-silésoise à une pure rivalité de capitalismes. La question est avant tout d'ordre national. Malgré l'hostilité de notre gouvernement, l'Allemagne a revendiqué et obtenu à Versailles — sur ce point — le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit qu'un plébiscite ultérieur devait exprimer.

On ne saurait affirmer que, dans l'interprétation de ce plébiscite, le principe révolutionnaire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a été scrupuleusement observé par le Conseil de la Société des Nations... encore qu'un effort tout accidentel ait été esquissé dans ce sens. On peut affirmer, par contre, que cette satisfaction, accordée par les diplomates et les juristes de gouvernement à l'idéologie confuse de la « démocratie », va se payer d'une rançon économique formidable dont la richesse mondiale est appelée à faire les frais. Ainsi s'accuse une fois de plus l'impuissance douloureuse du capitalisme à la solution pratique des grandes questions posées à l'ordre du jour international. Ainsi s'affirme, pour quiconque observe avec l'objectivité passionnée de l'homme de science le laboratoire européen, l'incompatibilité d'une solution qui satisfasse à la fois aux intérêts moraux et matériels des peuples, dans le cadre du capitalisme. En l'espèce, les intérêts moraux, les désirs nationaux de la minorité polonaise ont été largement satisfaits — au détriment, dans maints endroits, des désirs légitimes exprimés par une population allemande. Par contre, les intérêts matériels des peuples allemand et polonais ont été lourdement sacrifiés par le découpage d'un pays formant un tout industriel homogène. L'utopie eut été de s'attendre à autre chose. La bourgeoisie capitaliste peut apporter aux peuples, d'une main, la vie nationale. Elle leur apporte, de l'autre, la mort économique. Justice nationale, justice sociale, autant d'utopies, tant que la condition préalable et nécessaire n'en aura pas été réalisée : la suppression du régime capitaliste.

Ces notions générales exigent quelques justifications concrètes. Je parle plus haut des sacrifices consentis par le Conseil de la Société des Nations à « l'idéologie confuse de la démocratie » en matière de justice nationale : à remarquer d'ailleurs que cette « idéologie » coïncide à merveille, dans l'affaire en litige, avec

les intérêts les plus plats de la ploutocratie anglaise. Mais passons. Nous avons entendu invoquer, pêle-mêle, à chaque manifestation officielle, tant au cours des quatre années de guerre que des conférences interminables chargées de résoudre le problème haut-silésois, le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », le « droit des nationalités », sacrés principes au nom desquels les peuples se sont exterminés jusqu'au dernier homme... pour laisser aux survivants une libre option nationale. Il faudrait s'entendre.

Rien n'est plus différent du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — proclamé par notre Révolution avant sa guerre aux rois... et violé par elle dans la victoire — que le « droit des nationalités » invoqué, par une assimilation perfide, selon les besoins des diplomaties gouvernementales. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la Russie révolutionnaire l'a inscrit sur son drapeau. C'est son gouvernement socialiste qui, seul jusqu'ici, l'a scrupuleusement observé. La contagion de l'exemple ne semble pas avoir gagné ses confrères bourgeois. Ce droit des peuples, le communisme international le reconnaît hautement : c'est le droit, pour une minorité nationale donnée, d'unir librement ses destinées à un autre groupement national. Ce vouloir-vivre collectif s'exprime obligatoirement par un plébiscite, loyalement préparé, loyalement interprété.

Tout autre chose est « le droit des nationalités », complaisamment confondu avec le premier par les gouvernements. C'est un produit de la collaboration de l'Université et du Militarisme allemands. Avec ce droit des nationalités, il n'est plus besoin de plébiscite. Les peuples ne sont plus consultés. Leur « race », leur langue, leur passé, décident de leur avenir. On n'a pas à interroger les vivants : les morts suffisent. Que si, par superfétation, on ne se refuse pas le luxe d'un plébiscite, les résultats en sont torturés comme il convient.

...Et voilà comment les gouvernements d'Angleterre et de France, remontant à dix siècles en arrière, se sont, pendant des semaines, jetés à la tête les tomes de leurs Encyclopédies. Vieux pays polonais !... Non, vieux pays allemand !... Ces messieurs « interprétaient le plébiscite ». Ils appliquaient « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Misère ! C'est pour ça — et pour d'autres raisons, il est vrai... — qu'on a brisé l'unité économique de l'Europe centrale. C'est pour ça — dit-on... — qu'on a découpé en tronçons stériles le bassin industriel et minier de Silésie !

Faisons à nos adversaires la partie belle. Admettons que leur Conseil ait réalisé en Silésie un rêve de justice nationale. Cette justice-là va coûter la vie aux justiciables.

Les territoires partagés forment un tout in-

industriel indivisible. Sans doute l'article 90 du traité de paix interdit-il à la Pologne de se livrer à une guerre douanière contre l'Allemagne dans les territoires qui viennent de lui être attribués. On peut prévoir sans trop de risques ce qu'il adviendra de cette stipulation, avec deux peuples chauffés à blanc par la passion nationaliste, et que les événements de ces derniers mois ont exaspérés encore. Allons cependant jusqu'à admettre que cette stipulation sera observée. Le pays n'en sera pas moins frappé de mort.

La Haute-Silésie était un conglomérat de charbon, de fer, de plomb, de cuivre et de zinc. Le voisinage de la houille et du minerai avait fait de la région une immense cité métallurgique. La frontière de la Société des Nations isole la houille du minerai... Il n'est pas difficile de prédire l'avenir.

**

Là encore, les ruines accumulées par la bourgeoisie ne seront relevées que par le communisme triomphant : seul le communisme peut concilier l'individualisme national et le centralisme économique indispensable au monde de demain. Seul il peut apporter aux peuples un plan international de production.

Mais on sait que la condition première de cette rénovation c'est la conquête par le prolétariat de l'intégralité du pouvoir. L'expropriation politique de la bourgeoisie préludera nécessairement à son expropriation économique.

Aveux de Gouvernement

Est-il trop tard pour revenir sur la parade de Saint-Nazaire ? Oui, sans doute, si nous n'étions attentif qu'à son retentissement politique. Ce discours vide paraît déjà bien loin. Nous n'en voulons retenir que quelques aveux économiques. Ils nous suffisent, mais il importe de les souligner.

Le président du Conseil a reconnu sans ambages la vanité économique de la victoire. C'est une pensée dont il eût pu s'aviser plus tôt. En 1910, un certain Norman Angell publiait à ce sujet un livre qui eût pu alimenter M. Briand en abondantes méditations. M. Briand a, en effet, reconnu que les pays « victorieux », les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, étaient en proie à une crise commerciale grave par suite de l'élévation de leur change : le cours prohibitif du dollar et de la livre entrave tout leur commerce extérieur. Par contre, l'Allemagne, pays « vaincu », concurrence avec facilité les vainqueurs sur les marchés du monde, par suite de l'effondrement du mark. En même temps, cet effondrement rend de plus en plus difficile le paiement d'une indemnité en espèces. La « dette » de l'Allemagne est de 132 milliards de marks-or. Cela fait aujourd'hui 4.000 milliards de marks-papier ! Du rêve...

Ces faits amènent M. Briand à constater « l'interdépendance économique des peuples ». Eh

oui ! interdépendance de fait, solidarité de fait, mais qui n'a guère, jusqu'ici, paru inspirer les gouvernements. La solidarité économique internationale demeurera éternellement et sans profit un fait brut, une constatation empirique, tant qu'elle ne sera pas interprétée par un internationalisme économique, et protégée par un internationalisme politique. Pense-t-on que ce soit là des possibilités bourgeoises ?

M. Briand semble le croire. Il appelle le monde solidaire au secours de la France. Ou plutôt il appelle « les grands industriels du monde ». Prenons acte de ce que la solution des grands problèmes posés par la guerre dépasse les cadres de la nation ; prenons acte, également, de ce que M. Briand ne convie que les capitalismes à la réfection de la France. A quel prix ? Contre quelles servitudes ? Habileté redoutable ! Un vasselage économique compliquerait, chez nous, la question sociale d'une question diplomatique. On voit bien le double avantage que les capitalismes en pourraient tirer : un sursis pour le nôtre ; une hypothèque pour ses voisins.

Voilà un beau thème de propagande révolutionnaire. Saurons-nous en user ?

**

Avez-vous remarqué que, dans le discours de Saint-Nazaire, M. Briand effleure à peu près tous les sujets, y compris la politique intérieure... mais qu'il ne dit pas un mot de la situation financière ? Que signifie ce silence ? Encore un aveu ?

Le Budget de 1922

Les Chambres sont donc rentrées mardi. Le gouvernement a été accueilli par une grêle d'interpellations. Le groupe communiste va prendre une part louable à cette attaque, encore que ce ne soit là qu'une partie accessoire de son travail.

Il semble bien que le gouvernement dispose d'une forte majorité. Il dispose même de deux majorités : l'une, de droite, pour la politique sociale ; l'autre, de gauche, pour la politique extérieure. L'une et l'autre pourraient bien lui manquer pour la politique financière. C'est curieux comme nous avons eu, ces dernières années, de piètres ministres des finances : Klotz, Marsal, Doumer... Mais sont-ce les financiers — ou les finances — qui ne valent rien ? Nous convions vivement nos amis à suivre de près, et à faire suivre, les débats révélateurs qui vont s'engager bientôt sur le budget de 1922. Une dette totale de 523 milliards ; 50 milliards de dépenses ; 20 milliards de recettes : voilà la situation.

Nous n'oserions prédire, certes, que la faille qui nous frôle sera nécessairement la révolution. C'est à notre propagande révolutionnaire intensifiée, vulgarisée, de faire qu'elle en soit le signal.

G. E. LABROUSSE.

Les Rivalités franco-britanniques

Pendant la guerre, il est arrivé que les thèses défendues par les internationalistes et les thèses qui propageaient les pangermanistes et les germanophiles présentaient des similitudes. C'est ainsi qu'en même temps que le comte Reventlow, les internationalistes rappelaient le long passé d'antagonismes entre la France et l'Angleterre et notaient que la création artificielle de la Belgique et les fortifications d'Anvers constituaient un boulevard destiné à l'origine à protéger l'impérialisme britannique contre l'expansion française. A vrai dire, ces similitudes se rencontraient dans la partie négative des thèses, et d'une façon fort accidentelle et toute temporaire. Des internationalistes français luttant contre l'impérialisme de leur gouvernement et contre la guerre étaient dans la nécessité de s'attaquer à l'Entente et en tout premier lieu à l'Angleterre, clef de voûte de la coalition, et par là, ils n'entendaient nullement justifier l'impérialisme allemand. Au cours de la guerre, ces internationalistes conséquents prévoient une chose que tout homme qui réfléchit un tant soit peu était à même d'entrevoir sans être un prophète pour cela : à savoir qu'au lendemain de la guerre l'Entente « cordiale » ne serait plus acceptée par les impérialistes français avec la même foi et le même enthousiasme qu'avant le 4 août 1914, et que bientôt naîtraient des rivalités profondes et sans cesse croissantes.

Les événements qui se déroulent depuis ce que l'on a appelé « la paix de Versailles » justifient ces prévisions. Bien plus, les rivalités se développent avec une marche beaucoup plus rapide qu'on n'aurait pu l'imaginer alors et l'accroissement de ces antagonismes constitue un danger qu'il importe de signaler souvent à la vigilance des prolétaires français.

Après avoir manifesté d'abord quelques critiques bénignes, les organes impérialistes des deux grands Etats capitalistes prononcent aujourd'hui de rudes attaques, et il faut constater que, moins prudente et plus bouillante que la presse d'outre-Manche, la presse française se distingue par la vigueur et l'apreté de son offensive. C'est contre la personnalité de Lloyd George que les moniteurs de l'impérialisme français s'acharnent, mais il est certain que derrière le chef du gouvernement britannique, ils veulent atteindre l'impérialisme qu'il représente et dirige. Il n'est pas jusqu'aux gazettes boulevardières qui ne se croient obligées de participer à cette campagne de grand style. Dans un numéro récent du *Cri de Paris*, on pouvait observer le croquis suivant : « Raide et brutal, portant ostensiblement un revolver de fort calibre à la ceinture et une redoutable cravache à la main, il tient le haut du pavé,

et il est visible, à la façon dont il chemine, qu'il a reçu l'ordre de ne céder le pas à personne ». Ce n'est pas ici, comme on pourrait le croire, le portrait de quelque « barbare » allemand se promenant sur le trottoir de quelque ville du Nord durant la période de l'occupation allemande, mais tout simplement la silhouette d'un gendarme britannique déambulant dans les rues de Constantinople !

A la différence de l'impérialisme français, l'impérialisme anglais est extrêmement souple et sait s'adapter à toutes les situations, et Lloyd George en est une parfaite incarnation. Sans doute, la politique anglaise ne renonce pas aux moyens violents, et l'on sait trop combien elle en a usé de tout temps et durant les dernières années. Contre l'Allemagne, contre l'Irlande, contre la Russie, contre la Grèce, contre la Turquie, elle a recouru à la force et elle a employé dans ce sens tous les moyens propres à obtenir une victoire totale. Mais sitôt la victoire atteinte (ce fut le cas pour l'Allemagne) ou lorsqu'il devient évident que la force ne lui réussit pas, (ce fut le cas pour la Russie), l'Angleterre impérialiste substitue à la violence sa diplomatie habile et basée sur une tradition extrêmement vieille et qui a fait ses preuves au cours de sa longue histoire.

Les politiciens anglais et Lloyd George en particulier tiennent compte de l'expérience et des secousses qui risquent d'ébranler tout l'empire britannique : les progrès rapides du mouvement ouvrier anglais, l'audace croissante des Irlandais, la poussée irrésistible du bolchevisme, l'opposition des Dominions à la politique étrangère de la métropole, etc... Les hommes politiques anglais sont en somme des réalistes, et il est certain que le seul homme d'Etat qui, dans le domaine de la politique réaliste, puisse être opposé à Lloyd George, est Lénine. L'avenir montrera lequel vaincra, d'entre ces deux hommes pratiquant une politique réaliste et représentant deux mondes absolument opposés. Tout incline à croire que la sagesse et la ruse de Lénine l'emporteront sur l'intelligence matoise de Lloyd George.

Au rebours de l'impérialisme anglais, l'impérialisme français recherche trop l'immédiat, ne tient nul compte des réalités, et se montre intempestif, brutal, fougusement chauvin et militariste. C'est pourquoi dans le discours qu'il prononçait récemment à Thame, Lloyd George visant à n'en pas douer la France, a montré le danger de la politique française actuelle : « Par l'emploi imprudent et rigoureux de leur puissance, les alliés enfoncent dans la terre les racines de futurs conflits ». Et se muant soudain en « pacifiste bélant » : « Ne transmettons pas à nos enfants un héritage de haine ! »

Actuellement, l'impérialisme anglais qui do-

mine le monde entier s'efforce de maintenir l'équilibre, en connexion avec la paix de Versailles. Victorieuse militairement, mais économiquement abattue, la France rêve de nouvelles aventures et de nouvelles victoires, et à son tour, elle voudrait imposer au monde son hégémonie. Contre la Russie soviétiste, elle excite la Pologne, les Etats Baltiques, la « Petite Entente ». Elle s'attache à détruire complètement la puissance de l'Allemagne et se sert de tous les prétextes, et noue mille intrigues pour créer un conflit armé de grand style qui, elle l'espère, favorisera sa folle expansion.

Si l'on voulait rappeler toutes les questions où l'impérialisme français a montré des antagonismes fondamentaux à l'égard de l'impérialisme anglais, c'est tout un ouvrage qu'il faudrait entreprendre d'écrire. En général, dans toutes ces questions, et en dépit de certaines apparences, la France a dû s'incliner devant l'Angleterre. Dans la question russe, dans la question polonaise, dans la question grecque, dans la question turque, dans la question de la livraison et du jugement des « coupables » allemands, dans le partage de la flotte marchande allemande, dans la question du renforcement de l'occupation en Allemagne, dans la question des sanctions à prendre contre l'Allemagne, dans la question de la Haute-Silésie, etc., etc... l'impérialisme français s'est montré l'irréductible adversaire de l'impérialisme anglais, auquel, bon gré mal gré, il a dû céder le pas. Les intentions de la France relatives à la Haute-Silésie dont elle convoitait le bassin minier et qu'elle a utilisé et veut maintenir comme puissante base technique et militaire destinée à armer la Pologne à la fois contre la Russie soviétiste et l'Allemagne capitaliste, se heurtent à l'opposition vigoureuse de l'Angleterre qui n'accepte pas que la Pologne constitue un bastion de l'impérialisme français et un Gibraltar stratégique.

La seule preuve d'intelligence attestée par les divers gouvernements qui se sont succédés en France fut de reconnaître la supériorité écrasante de la « puissance » britannique. Mais on peut être persuadé que, lorsqu'ils en auront l'occasion, les Poincaré et les Foch tenteront de reprendre leur revanche et ne pardonneront pas aux hommes d'Etat français soumis à l'autorité de Lloyd George ce qu'ils doivent considérer comme une infâme trahison.

C'est presque un miracle que Briand soit resté jusqu'à ce jour au pouvoir, mais tout fait prévoir qu'il ne pourra plus longtemps concilier la volonté de Lloyd George, c'est-à-dire la puissance de l'impérialisme anglais avec la volonté bruyante et bêtement chauvine de l'impérialisme français quantitativement et qualitativement représenté au Palais-Bourbon.

Quelle que soit l'importance des questions dans lesquelles la France s'est montrée en opposition avec l'Angleterre, il est certain que c'est dans la question russe qu'elle a subi les plus grandes défaites et les suprêmes

humiliations. A mesure qu'elle se fortifiait et qu'elle triomphait de ses adversaires multiples et sans cesse renaissants, la Russie soviétiste est apparue dans l'univers comme un facteur politique dont les grands Etats impérialistes furent obligés de tenir compte, et il n'y a plus guère que la France impérialiste qui s'obstine aujourd'hui à refuser à la Russie soviétiste cette valeur de *facteur politique* mondial et à entretenir les rêves de la petite-bourgeoisie française et la férocité sadique des chefs de l'état-major et des capitalistes à courte vue.

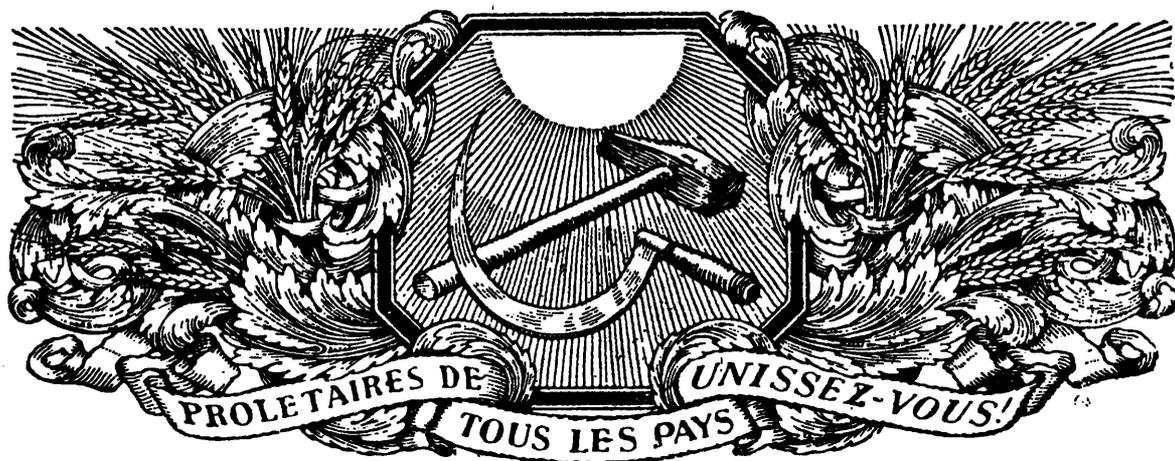
Il y a tantôt deux ans qu'à la Chambre des Communes, dans un discours sensationnel, Lloyd George, impérialiste avisé, reconnaissait l'impossibilité de constituer un cercle armé autour de la Russie et déclarait que la reconstruction de l'Europe était subordonnée à la participation de la Russie. Sans doute, le problème de l'Asie a fortement déterminé Lloyd George à adopter une nouvelle orientation politique à l'égard de la Révolution russe, mais d'autres considérations aussi importantes et de caractère moins spécifiquement anglais l'ont amené à traiter avec le pouvoir des Soviets. Suivant l'exemple de l'Angleterre, d'autres Etats ont renoncé à leur attitude ouvertement agressive à l'égard de la Russie soviétiste. Telles l'Italie et l'Allemagne.

A présent qu'ils voient s'établir des relations industrielles et commerciales, et — comme voies de conséquence — politiques et diplomatiques avec la République Fédérative des Soviets, certains impérialistes français dénoncent avec colère « un plan anglo-germanique d'exploitation de la Russie » et les journaux parisiens à grand tirage multiplient les nouvelles les plus fantaisistes et les plus incroyables. Depuis quelque temps les agents anglais pullulent en Russie et ont réussi à faire triompher dans les Soviets le réformisme de Lénine sur le radicalisme de Radek, de Trotsky et de Boukharine ! Bientôt, n'en doutons pas, les organes impérialistes français livreront de furieux assauts à la « Triple Entente » anglo-germano-russe !

Dans ses intrigues contre l'Angleterre, la France impérialiste ne se limite pas à l'Europe, elle veut tirer profit des divergences économiques entre les Etats-Unis et l'Angleterre pour les accentuer encore et pour diviser davantage les deux grands Etats impérialistes. Sans qu'on ait le moins du monde l'intention de défendre l'impérialisme britannique qui se maintient tel qu'il fut avant et après la guerre, l'impérialisme français doit être mis en vedette. Le peuple des ouvriers et paysans français ne doit pas participer à la lutte future entre ces deux impérialismes, hier alliés et aujourd'hui ennemis. C'est la tâche des communistes français de rendre chaque jour les prolétaires de France attentifs à la politique française, politique de chauvinisme et d'impérialisme insensé, politique belliqueuse et destructive.

Moscou, 17 août 1921.

Henri GUILBEAUX



Le 3^e Congrès de Moscou

Les Thèses et Résolutions adoptées

Le Bulletin Communiste commence aujourd'hui la publication intégrale des textes définitifs authentiques adoptés au 3^e Congrès de Moscou. Ce n'est ni par sa faute, ni par celle du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, si cette publication n'a pas été réalisée plus tôt. Dans les communications difficilement établies entre Paris et Moscou, il se produit de temps en temps des interruptions imputables seulement aux diverses polices qui s'ingénient à paralyser les rapports internationaux des communistes. Nous avons publié déjà des « Thèses » que nous avions cru être des textes définitifs ; mais ce n'étaient que des projets de thèses qui furent modifiés au cours de la discussion ; seuls, les textes publiés ci-après doivent faire foi, sous la dernière réserve d'usage d'erreurs possibles dans la traduction ou l'impression.

Thèses sur la Situation mondiale ET LE rôle de l'Internationale communiste adoptées le 4 juillet 1921, au cours de la 15^e séance

1. — Le fond de la question

1. Le mouvement révolutionnaire, à l'issue de la guerre impérialiste et depuis cette guerre, se distingue par son ampleur sans précédent dans l'histoire. En mars 1917, le tsarisme est renversé. En mai 1917, orageuse lutte gréviste en Angleterre. En novembre 1917, le prolétariat russe s'empare du pouvoir de l'Etat. En novembre 1918, chute des monarchies allemande et austro-hongroise. Le mouvement gréviste s'empare de toute une série de pays européens et se développe particulièrement au cours de l'année suivante. En mars 1919, la République Soviétique est installée en Hongrie. Vers la fin de la même année, les Etats-Unis sont ébranlés par les formidables grèves des métallurgistes, des mineurs et des cheminots. En Allemagne, après les combats de

janvier et de mars 1919, le mouvement atteint son point culminant, au lendemain de l'émeute de Kapp, en mars 1920. En France, le moment de la plus haute tension de la vie intérieure arrive au mois de mai 1920. En Italie, le mouvement du prolétariat industriel et rural s'accroît sans cesse et mène en septembre 1920 à la mainmise par les ouvriers sur les usines, les fabriques et les propriétés foncières. Le prolétariat tchèque, en décembre 1920, saisit l'arme de la grève générale politique. En mars 1921, soulèvement des ouvriers de l'Allemagne Centrale et grève des ouvriers mineurs en Angleterre.

Le mouvement atteint des proportions particulièrement grandes et une intensité plus violente dans les pays hier belligérants et surtout dans les pays vaincus ; mais il s'étend aussi aux pays neutres. En Asie et en Afrique, il suscite ou renforce l'in-

dignation révolutionnaire des nombreuses masses coloniales.

Cette puissante vague ne réussit pourtant pas à renverser le capitalisme mondial ni même le capitalisme européen.

2. Pendant l'année qui s'est écoulée entre le II^e et le III^e Congrès de l'Internationale Communiste, une série de soulèvements et de luttes de la classe ouvrière se terminent en partie par la défaite (avance de l'armée rouge sur Varsovie en août 1920, mouvement du prolétariat italien en septembre 1920, soulèvement des ouvriers allemands en mars 1921).

La première période du mouvement révolutionnaire, après la guerre, est caractérisée par sa violence élémentaire, par l'imprécision très significative des buts et des méthodes et par l'extrême panique qui s'empare des classes dirigeantes ; elle paraît être terminée dans une large mesure. Le sentiment de sa puissance de classe qu'a la bourgeoisie et la solidité extérieure de ses organes d'Etat se sont indubitablement renforcées. La peur du communisme s'est affaiblie si elle n'a pas complètement disparue. Les dirigeants de la bourgeoisie vantent la puissance de leur mécanisme d'Etat et passent même dans tous les pays à l'offensive contre les masses ouvrières, tant sur le front économique que sur le front politique.

3. En raison de cette situation, l'Internationale Communiste se pose à elle-même et pose à la classe ouvrière les questions suivantes : dans quelle mesure les nouveaux rapports réciproques de la bourgeoisie et du prolétariat correspondent-ils réellement aux rapports plus profonds de leurs forces respectives ? La bourgeoisie est-elle vraiment à présent plus en mesure de rétablir l'équilibre social détruit par la guerre ? Y a-t-il des raisons de supposer qu'après une époque d'ébranlement politiques et de luttes de classe vient une nouvelle époque prolongée de rétablissement et d'agrandissement du capitalisme ? Ne s'ensuit-il pas la nécessité de réviser le programme ou la tactique de l'Internationale Communiste ?

2. — La guerre, la prospérité spéculaire et la crise. Les pays européens

4. Les deux dizaines d'années qui avaient précédé la guerre furent une époque d'ascension capitaliste particulièrement puissante. Les périodes de prospérité se distinguent par leur durée et par leur intensité ; les périodes de dépression ou de crise, au contraire, par leur brièveté. D'une façon générale, la source s'était brusquement élevée ; les nations capitalistes s'étaient enrichies.

En serrant le marché mondial par leurs trusts, leurs cartels et leurs consortiums, les maîtres des destinées du monde se rendaient compte que le développement enragé de la production devait se heurter aux limites de la capacité d'achat du marché capitaliste mondial ; ils essayèrent de sortir de cette situation par les moyens de violence : la crise sanglante de la guerre mondiale devait remplacer une longue période menaçante de dépression économique avec le même résultat d'ailleurs, c'est-à-dire la destruction d'énormes forces de production.

La guerre a cependant réuni l'extrême puissance destructrice de ses méthodes à la durée imprévisiblement longue de leur emploi. Le résultat fut qu'elle ne détruisit pas seulement, au sens économique, la production « superflue », mais qu'elle affaiblit, ébranla, mina le mécanisme fondamental de la production en Europe. Elle contribua en même temps au grand développement capitaliste des Etats-Unis et à l'ascension dé-

veuse du Japon. Le centre de gravité de l'économie mondiale passa d'Europe en Amérique.

5. La période de cessation du massacre prolongé pendant quatre années, période de démobilisation et de transition de l'état de guerre à l'état de paix, inévitablement accompagnée d'une crise économique, conséquence de l'épuisement et du chaos de la guerre, apparaissait aux yeux de la bourgeoisie — et avec raison — comme grosse des plus grands périls. A la vérité, pendant les deux années qui suivirent la guerre, les pays qu'elle avait ravagés devinrent l'arène de puissants mouvements prolétariens.

Le fait que ce ne fut pas la crise inévitable, semblait-il, qui se produisit, quelques mois après la guerre, mais un relèvement économique, fut une des causes principales de ce que la bourgeoisie conserva néanmoins sa position dominante. Cette période dura environ un an et demi. L'industrie occupait la presque totalité des ouvriers démobilisés. Quoique, en règle générale, les salaires ne pussent atteindre les prix des articles de consommation, ils s'élevaient cependant suffisamment pour créer le mirage de conquêtes économiques.

C'est précisément cet essor économique de 1919-1920 qui, adoucissant la phase la plus aiguë de liquidation de la guerre, eut pour résultat une extraordinaire recrudescence de l'assurance bourgeoise et souleva la question de l'avènement d'une nouvelle époque organique de développement capitaliste.

Cependant, le relèvement de 1919-1920 ne marquait pas, au fond, le début de la restauration de l'économie capitaliste après la guerre, mais la continuation de la situation artificielle de l'industrie et du commerce, créée par la guerre, et qui put ébranler l'économie capitaliste.

6. La guerre impérialiste éclata à l'époque où la crise industrielle et commerciale, qui prit alors naissance en Amérique (1913) commençait à envahir l'Europe.

Le développement normal du cycle industriel fut interrompu par la guerre qui devint elle-même le plus puissant facteur économique. La guerre créa pour les branches fondamentales de l'industrie un marché à peu près illimité, complètement à l'abri de toute concurrence. Le grand acheteur n'avait jamais assez de tout ce qu'on lui fournissait. La fabrication des moyens de production se transforma en fabrication des moyens de destruction. Les articles de consommation personnelle étaient acquis à des prix de plus en plus élevés par des millions d'individus qui ne produisant rien ne faisaient que détruire. C'était là le processus même de la destruction ; mais en vertu des contradictions monstrueuses de la société capitaliste, cette ruine prit la forme de l'enrichissement. L'Etat lançait emprunt sur emprunt, émission sur émission, et des budgets se chiffraient par millions, passa aux milliards. Machines et constructions s'usaient et n'étaient pas remplacées. La terre était mal cultivée. Des constructions essentielles dans les villes et sur les chemins de fer étaient arrêtées. En même temps le nombre des valeurs d'Etat, des bons de crédit et du Trésor et des fonds s'accrut sans cesse. Le capital fictif s'enfla dans la mesure même dans laquelle le capital productif était détruit. Le système du crédit, moyen de circulation des marchandises, se transforme en un moyen de mobiliser les biens rationaux, y compris ceux qui devront être créés par les générations futures.

Par crainte d'une crise qui eût été une catastrophe, l'Etat capitaliste agit après la guerre de la

même façon que pendant celle-ci : nouvelles émissions, nouveaux emprunts, réglementation des prix de vente et d'achat, des articles les plus importants, garantie de profits, denrées à prix réduits, multiples allocations en addition aux appointements et aux salaires, — et avec tout cela, censure militaire et dictature des galonnés.

7 En même temps, la cessation des hostilités et le rétablissement des relations internationales révélèrent la demande considérable des marchandises les plus diverses sur toute la surface du globe. La guerre avait laissé d'immenses stocks de produits, d'énormes sommes d'argent, concentrés entre les mains des fournisseurs et des spéculateurs, qui les employèrent là où le profit momentanément était le plus grand. Il s'ensuivit une activité commerciale fiévreuse, alors que, — avec l'élévation inouïe des prix et des dividendes fantastiques, dans aucune de ses branches fondamentales, l'industrie ne se rapprochait en Europe de son niveau d'avant-guerre.

8. Au prix de la destruction organique du système économique, accroissement de capital fictif, baisse du cours, spéculation, au lieu de panser les plaies économiques, le gouvernement bourgeois, agissant de concert avec les consortiums des banques et avec les trusts de l'industrie, réussit à éloigner le début de la crise économique, au moment où s'achevait la crise politique de la démobilisation et le premier examen des conséquences de la guerre.

Ayant ainsi obtenu un répit important, la bourgeoisie crut que le danger de la crise était écarté pour un temps indéterminé. Un optimisme extrême s'empara des esprits ; il sembla que les besoins de la reconstruction fussent ouvrir une époque de prospérité industrielle, commerciale et surtout de spéculations heureuses. L'année 1920 fut l'année des espoirs déçus.

Sous une forme financière, tout d'abord, sous une forme commerciale ensuite, et enfin sous la forme industrielle, la crise se produisit en mars 1920 au Japon, en avril aux États-Unis (une légère baisse des prix avait commencé en janvier); elle passa en Angleterre, en France, en Italie, toujours en avril, dans les pays neutres de l'Europe, se manifesta sous une forme assez légère en Allemagne et se répandit dans la seconde moitié de 1920 dans tout le monde capitaliste.

9. De la sorte, la crise de l'année 1920, et c'est là l'essentiel pour la compréhension de la situation mondiale, n'est pas une étape du cycle « normal », industriel, mais une réaction plus profonde contre la prospérité fictive d'un temps de guerre et des deux années suivantes, prospérité basée sur la destruction et sur l'épuisement.

L'alternative normale des crises et des périodes de prospérité se poursuivait auparavant suivant la courbe du développement industriel. Pendant les sept dernières années, par contre, les forces productrices de l'Europe, loin de s'élever, tombèrent brutalement.

La destruction des bases mêmes de l'économie doit d'abord se manifester dans toute la superstructure. Pour arriver à une certaine coordination intérieure, l'économie de l'Europe devra pendant les quelques années à venir se restreindre et diminuer. La courbe des forces productrices tombera de sa hauteur fictive actuelle. Des périodes de prospérité ne peuvent avoir dans ce cas qu'une courte durée et surtout un caractère de spéculation. Les crises seront longues et pénibles. La crise actuelle en Europe est une crise de sous-production. C'est la réaction de la misère contre les

efforts pour produire, trafiquer et vivre sur un pied analogue à celui de l'époque capitaliste précédente.

10. L'Angleterre est le pays économiquement le plus fort et qui a le moins souffert de la guerre ; on ne saurait cependant, même par rapport à elle, parler d'un rétablissement de l'équilibre capitaliste après la guerre. Certes, grâce à son organisation mondiale et à sa situation de triomphatrice, l'Angleterre a obtenu après la guerre certains succès commerciaux et financiers, elle a amélioré son bilan commercial, elle a relevé le cours de la livre sterling et elle a obtenu un excédent des revenus sur les dépenses au budget, mais sur le terrain industriel, l'Angleterre a rétrogradé depuis la guerre. Le rendement du travail et les revenus nationaux sont incomparablement plus bas qu'avant la guerre. La situation industrielle, la plus importante, celle du charbon, s'aggrave de plus en plus, aggravant la situation des autres branches. Les mouvements grévistes incessants sont non la cause, mais la conséquence de la ruine de l'économie anglaise.

11. La France, la Belgique, l'Italie, sont irrémédiablement ruinées par la guerre. La tentative de restaurer l'économie de la France aux dépens de l'Allemagne est un véritable brigandage accompagné d'oppression diplomatique qui, sans sauver la France, ne tend qu'à épuiser définitivement l'Allemagne (en charbon, machines, bétail, or). Cette mesure porte un coup sérieux à toute l'économie de l'Europe Continentale dans son ensemble. La France gagne bien moins que ne perd l'Allemagne, et elle roule à la ruine économique bien que ses paysans aient de nouveau, grâce à des efforts extraordinaires, rétabli une grande partie des cultures agricoles et que certaines branches d'industrie (par exemple l'industrie des produits chimiques) se soient considérablement développées pendant la guerre. Les dettes et les dépenses d'État (par suite du militarisme) ont atteint des dimensions incroyables à la fin de la dernière période de prospérité, le cours du change français était tombé de 60 %. Le rétablissement de l'économie française est entravé par les lourdes pertes en vies humaines causées par la guerre, pertes impossibles à compenser par suite du faible accroissement de la population française. Il en est de même, à peu de chose près, pour l'économie de la Belgique et de l'Italie.

12. Le caractère illusoire de la période de prospérité est surtout évident en Allemagne ; dans un laps de temps pendant lequel les prix se sont élevés en une année et demie au sextuple, la production du pays a continué de baisser très rapidement. La participation, triomphante en apparence, de l'Allemagne au trafic commercial international d'après-guerre, est payée d'un double prix : gaspillage du capital fondamental de la nation (par la destruction de l'appareil de production, de transport et de crédit) et abaissement successif du niveau d'existence de la classe ouvrière. Les profits des exportateurs allemands s'expriment par une perte sèche au point de vue de l'économie publique. Sous forme d'exportation, c'est la vente à bas prix de l'Allemagne même qui a lieu. Les maîtres capitalistes s'assurent une part toujours croissante de la fortune nationale qui, elle, diminue sans cesse. Les ouvriers allemands deviennent les coolies de l'Europe.

13. De même que l'indépendance politique fictive des petits pays neutres repose sur l'antagonisme des grandes puissances entre elles, de même leur prospérité économique dépend du marché mon-

dial dont le caractère fondamental était déterminé avant la guerre par l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis et la France. Au cours de la guerre, la bourgeoisie des petits Etats neutres d'Europe réalisa des bénéfices monstrueux. Mais la destruction et la ruine des pays belligérants d'Europe entraînent la ruine économique des petits pays neutres. Leurs dettes s'accrurent, leurs changes baissèrent, la crise leur porta coup sur coup.

3. — Etats-Unis, Japon, Pays coloniaux et Russie des Soviets

14. Le développement des Etats-Unis pendant la guerre présente en un certain sens le contraire du développement de l'Europe. La participation des Etats-Unis à la guerre fut surtout une participation de fournisseurs. Les Etats-Unis ne ressentirent nullement les effets destructeurs de la guerre. L'influence indirectement destructrice de la guerre sur les transports, sur l'économie rurale, etc., fut bien plus faible dans ce pays qu'en Angleterre — sans parler même de la France ou de l'Allemagne. D'autre part, les Etats-Unis exploitèrent de la manière la plus complète la suppression, ou du moins l'extrême affaiblissement de la concurrence européenne, et poussèrent leurs industries les plus importantes à un degré de développement inespéré (naphte, constructions navales, automobiles, charbon); ce ne sont pas seulement le naphte et les céréales américains, mais aussi le charbon qui tiennent maintenant dans leur dépendance la plupart des pays d'Europe.

Si, jusqu'à la guerre, l'Amérique exportait surtout des produits agricoles et des matières premières (constituant les deux tiers de l'exportation totale), à présent au contraire, elle exporte surtout des produits industriels (60 % de son exportation). Si jusqu'à la guerre, l'Amérique était débitrice, à présent elle est devenue la créancière du monde entier. La moitié environ de la réserve mondiale de l'or continue toujours à y affluer. Le rôle déterminant sur le marché mondial est passé de la livre sterling au dollar.

15. Cependant le capital américain, lui aussi, est sorti de l'équilibre. L'essor extraordinaire de l'industrie américaine a été exclusivement déterminé par l'ensemble des conditions mondiales : suppression de la concurrence européenne et surtout demande du marché militaire de l'Europe. Si l'Europe, ruinée, n'a pas pu, même après la guerre, revenir en qualité de concurrente de l'Amérique à sa situation d'avant-guerre sur le marché mondial, elle ne peut d'autre part, en qualité de marché pour l'Amérique, avoir désormais qu'une part insignifiante de son importance antérieure. Les Etats-Unis sont devenus dans une mesure infiniment plus grande qu'avant la guerre un pays d'exportation. L'appareil productif surdéveloppé pendant la guerre ne peut être complètement utilisé à cause du manque de débouchés. Quelques industries sont ainsi devenues des industries de saison qui ne peuvent donner du travail aux ouvriers que pendant une partie de l'année. La crise est aux Etats-Unis le commencement d'une profonde et durable ruine économique résultant de la chute de l'Europe. C'est là le résultat de la destruction de la division du travail mondial.

16. Le Japon aussi a profité de la guerre pour élargir sa place sur le marché mondial. Son développement est incomparablement plus limité que celui des Etats-Unis, et, dans une série de branches il revêt un caractère purement artificiel. Si ses forces productrices furent suffisantes pour la

conquête d'un marché déserté par les concurrents, elles apparaissent cependant insuffisantes pour lui garder ce marché dans la lutte avec les pays capitalistes plus puissants. Il en résulta une crise aiguë qui fut précisément le commencement de toutes les autres crises.

17. Les pays maritimes exportant des matières premières et dans ce nombre les pays coloniaux (Amérique du Sud, Canada, Australie, Indes, Egypte, etc.), profitèrent à leur tour de l'interruption des communications internationales pour développer leur industrie indigène. La crise mondiale s'est étendue à présent chez eux aussi. Le développement de l'industrie nationale dans ces pays devient à son tour une source de nouvelles difficultés commerciales pour l'Angleterre et pour toute l'Europe.

18. Dans le domaine de la production du commerce et du crédit, et cela non seulement en Europe, mais sur une échelle mondiale, il n'y a donc pas de raison d'affirmer un rétablissement quelconque d'équilibre stable après la guerre.

La chute économique de l'Europe continue, mais la destruction des bases de l'économie européenne se manifesterà à peine pendant les années qui viennent.

Le marché mondial est désorganisé. L'Europe a besoin des produits américains, mais elle ne peut donner à l'Amérique aucun équivalent. L'Europe est anémiée, l'Amérique est hypertrophiée. Le change or est supprimé. La dépréciation du change des pays européens (qui atteint jusqu'à 99 %) est un obstacle presque insurmontable pour le commerce international. Les fluctuations continues et imprévues du change transforment la production capitaliste en une spéculation effrénée. Le marché mondial n'a plus d'équivalent général. Le rétablissement du cours or en Europe ne pourrait être obtenu que par l'élévation de l'exportation et la diminution des importations. L'Europe ruinée est incapable de cette transformation. L'Amérique se défend à son tour des importations européennes artificielles (dumping) en élevant les tarifs douaniers.

L'Europe reste une maison d'aliénés. La plupart des Etats promulguent des interdictions d'exportation et d'importation, ils multiplient leurs tarifs protecteurs. L'Angleterre établit des droits prohibitifs contre l'exportation allemande et toute la vie économique de l'Allemagne est à la merci d'une bande de spéculateurs de l'Entente et surtout français. Le territoire de l'Autriche-Hongrie est divisé par une dizaine de lignes douanières. L'écheveau des traités de paix est chaque jour plus embrouillé.

19. La disparition de la Russie soviétiste en tant que débouché pour les produits industriels et que fournisseur de matières brutes a contribué dans une grande mesure à rompre l'équilibre de l'économie mondiale. Le retour de la Russie sur le marché mondial ne peut pas pendant la prochaine période y porter de bien grand changements. L'organisme capitaliste de la Russie se trouvait, sous le rapport des moyens de production, dans la plus étroite dépendance de l'industrie mondiale, et cette dépendance s'est encore accentuée par rapport aux pays de l'Entente, pendant la guerre, alors que l'industrie intérieure de la Russie était entièrement mobilisée. Le blocus rompit d'un coup tous ces liens vitaux. Il ne saurait même être question que ce pays épuisé et ruiné par trois années de guerre civile puisse organiser chez lui les nouvelles branches d'industrie sans lesquelles les anciennes ont été inévi-

tablement ruinées par l'épuisement de leur matériel fondamental. A tout cela s'ajoute le fait de l'absorption dans l'armée rouge de centaines de milliers des meilleurs ouvriers, et, dans une mesure considérable, des plus qualifiés. Dans ces conditions historiques, aucun autre régime n'aurait pu, cerné par le blocus, réduit à des guerres incessantes, recueillant un terrible héritage de ruines, maintenir la vie économique et créer une administration centralisée. Mais on ne peut douter que la lutte contre l'impérialisme mondial ait été payée de l'épuisement prolongé des forces productrices de la Russie dans plusieurs branches fondamentales de l'économie. Ce n'est qu'à présent, à la suite du relâchement du blocus et du rétablissement de certaines formes plus normales des rapports entre la ville et la campagne, que le pouvoir soviétique reçoit la possibilité d'une direction centralisée constante et inflexible en vue du relèvement du pays.

4. — Tension des antagonismes sociaux

20. La guerre, qui entraîna une destruction, sans précédent dans l'histoire, des forces productrices, n'a pas arrêté le processus de la différenciation sociale ; au contraire, la prolétarianisation des larges couches intermédiaires, y compris la nouvelle classe moyenne (employés, fonctionnaires, etc.) et la concentration de la propriété entre les mains d'une petite minorité (trusts, cartels, consortiums, etc.), firent pendant les sept dernières années, des progrès monstrueux dans les pays qui ont le plus souffert de la guerre. La question Stinnes est devenue une question essentielle de la vie économique allemande.

La hausse des prix sur toutes les marchandises, concomitante à la baisse catastrophique du change dans tous les pays européens belligérants, attestait au fond une nouvelle répartition du revenu national au détriment de la classe ouvrière, des fonctionnaires, des employés, des petits rentiers et d'une façon générale, de toutes les catégories d'individus ayant un revenu plus ou moins déterminé.

De la sorte, sous le rapport de ses ressources matérielles, l'Europe fut ramenée à une dizaine d'années en arrière et la tension des antagonismes sociaux, qui ne peut désormais être comparée à ce qu'elle était autrefois, loin d'être arrêtée dans son cours, s'accrut avec une rapidité extraordinaire. Ce fait capital est déjà suffisant pour détruire tout espoir fondé sur un développement prolongé et pacifique des forces de la démocratie : *la différenciation progressive — d'un côté la « Stinnesation » et, d'un autre, la prolétarianisation et la paupérisation — basée sur la ruine économique détermine le caractère tendu, conclusif et cruel de la lutte des classes.*

Le caractère actuel de la crise ne fait que prolonger sous ce rapport le travail de la guerre et de l'essor spéculatif qui la suivit.

21. La hausse des prix des produits agricoles, tout en créant l'illusion de l'enrichissement général de la campagne provoqua un accroissement réel des revenus et de la fortune des paysans riches. Les paysans purent, en effet, avec du papier déprécié, qu'ils avaient amassé en grande quantité, payer leurs dettes contractées au cours normal. Malgré la hausse énorme du prix de la terre, malgré l'abus éhonté du monopole des moyens de subsistance, malgré enfin l'enrichissement des grands propriétaires fonciers et des paysans aisés, la régression dans l'économie rurale de l'Europe est indiscutable : c'est une régression multiforme qui se traduit par l'extensi-

fication des formes d'économie rurale, la transformation de terres arables en prairies, la destruction du bétail, l'application du système de la jachère. Cette régression a eu encore pour causes l'insuffisance, la cherté et la hausse des prix des articles manufacturés enfin — en Europe centrale et orientale — la réduction systématique de la production, qui est une réaction contre les tentatives du pouvoir étatique d'accaparer le contrôle des produits agricoles. Les paysans aisés, et en partie les paysans moyens créent des organisations politiques et économiques pour se protéger contre les charges de la bourgeoisie et pour dicter à l'Etat — comme prix du secours accordé contre le prolétariat — une politique de tarifs et d'impôts unilatérale et exclusivement profitable aux paysans, une politique qui entrave la reconstruction capitaliste. Ainsi se crée entre la bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie villageoise une opposition qui affaiblit la puissance de toute la classe bourgeoise. En même temps une grande partie des paysans pauvres sont prolétarisés, le village se convertit en une armée de mécontents et la conscience de classe du prolétariat rural s'accroît.

D'autre part l'appauvrissement général de l'Europe, qui la rend incapable d'acheter la quantité nécessaire de céréales américaines, entraîna une lourde crise de l'économie rurale transatlantique. On observe une aggravation de la situation du paysan et du petit fermier non seulement en Europe, mais aussi aux Etats-Unis, au Canada, en Argentine, en Australie, en Afrique du Sud.

22. La situation des fonctionnaires et des employés, par suite de la diminution de la capacité d'achat de l'argent, s'est aggravée d'une façon générale plus durement que la situation du prolétariat. Les conditions d'existence des fonctionnaires subalternes et moyens étant complètement ébranlées, ces éléments sont devenus un ferment de mécontentement politique, qui sape la solidité du mécanisme d'Etat, qu'ils servent. « La nouvelle caste moyenne », qui, selon les réformistes, représentait le centre des forces conservatrices, devient plutôt, pendant l'époque de transition, un facteur révolutionnaire.

23. L'Europe capitaliste a finalement perdu sa situation économique prédominante dans le monde. D'autre part, son équilibre de classes relatif reposait sur cette vaste domination. Tous les efforts des pays européens (l'Angleterre, et en partie la France) pour rétablir la situation intérieure ne purent qu'aggraver le chaos de l'incertitude.

24. Tandis qu'en Europe la concentration de la propriété s'accomplit sur les bases de la ruine, aux Etats-Unis cette concentration et les antagonismes de classe atteignent un degré extrême sur le fond d'un enrichissement capitaliste féroce. Les brusques changements de la situation, par suite de l'incertitude générale du marché mondial, donnent à la lutte des classes sur le sol américain un caractère extrêmement tendu et révolutionnaire. A une apogée capitaliste sans précédent dans l'histoire, doit succéder une apogée de lutte révolutionnaire.

25. L'émigration des ouvriers et des paysans au delà de l'océan servait toujours de soupape de sûreté au régime capitaliste d'Europe. Elle augmentait dans les époques de dépression prolongée et après l'échec des mouvements révolutionnaires. Mais maintenant l'Amérique et l'Australie entravent toujours davantage l'immigration. La soupape de sûreté de l'émigration ne fonctionne plus.

26. Le développement énergique du capitalisme en Orient, particulièrement aux Indes et en Chine, a créé de nouvelles bases sociales pour la lutte révolutionnaire. La bourgeoisie de ces pays a resserré encore plus étroitement ses liens avec le capital étranger et est devenue de la sorte son principal instrument de domination. Sa lutte contre l'impérialisme étranger, lutte du plus faible concurrent, a essentiellement un caractère à demi fictif. Le développement du prolétariat indigène paralyse les tendances révolutionnaires nationales de la bourgeoisie capitaliste. Mais en même temps les rangs nombreux des paysans reçoivent en la personne de l'avant-garde communiste consciente de véritables chefs révolutionnaires.

La réunion de l'oppression militaire nationaliste de l'impérialisme étranger, de l'exploitation capitaliste par la bourgeoisie indigène et par la bourgeoisie étrangère, ainsi que les survivances de la servitude féodale créent des conditions dans lesquelles le prolétariat naissant se développera rapidement et se mettra à la tête du large mouvement des paysans.

Le mouvement populaire révolutionnaire aux Indes, dans les autres colonies, est devenu maintenant partie intégrante de la révolution mondiale des travailleurs dans la même mesure que le soulèvement du prolétariat dans les pays capitalistes de l'ancien ou du nouveau monde.

5. — Rapports internationaux

27. La situation générale de l'économie mondiale et, avant tout, la ruine de l'Europe déterminent une longue période de lourdes difficultés économiques, de secousses, de crises partielles et générales, etc. Les rapports internationaux, tels qu'ils s'établissent comme résultat de la guerre et du traité de Versailles, rendent la situation sans issue.

L'impérialisme a été engendré par les besoins des forces productrices tendant à supprimer les frontières des Etats nationaux et à créer un territoire européen et mondial économique unique, le résultat du conflit des impérialismes ennemis a été l'établissement dans l'Europe centrale et orientale de nouvelles frontières, de nouvelles douanes et de nouvelles armées. Au sens économique et pratique l'Europe a été ramenée au moyen âge.

Sur une terre épuisée et ruinée, on entretient actuellement une armée une fois et demie plus grande qu'en 1914, c'est-à-dire à l'apogée de la « paix armée ».

28. La politique dirigeante de la France sur le continent européen peut être divisée en deux parties : l'une, attestant la rage aveugle de l'usurier prêt à étouffer son débiteur insolvable, et l'autre représentée par la cupidité de la grande industrie pillarde en vue de créer à l'aide des bassins de la Sarre, de la Ruhr, et de la Haute-Silésie, les conditions favorables à un impérialisme industriel, susceptible de remplacer l'impérialisme financier en faillite.

Mais ces efforts vont à l'encontre des intérêts de l'Angleterre. La tâche de celle-ci consiste à séparer le charbon allemand du minerai français dont la réunion est pourtant une condition indispensable à la régénération de l'Europe.

29. L'empire britannique paraît actuellement au sommet de sa puissance. Il a maintenu ses anciennes possessions et il en a conquis de nouvelles. Mais précisément le moment actuel montre que la situation prédominante de l'Angleterre est en contradiction avec sa déchéance économique effective. L'Allemagne, avec son capitalisme

incomparablement plus progressif sous le rapport de la technique et de l'organisation, est écrasée par la force armée. Mais en la personne des Etats-Unis économiquement maîtres des deux Amériques, se dresse en face de l'Angleterre un adversaire triomphant et plus menaçant que l'Allemagne. Grâce à une meilleure organisation et à une meilleure technique, le rendement du travail dans les industries des Etats-Unis est incomparablement supérieur à ce qu'il est en Angleterre. Les Etats-Unis produisent 65 à 70 % du nupte consommé dans le monde entier et dont dépend l'usage des automobiles, celui des tracteurs, la flotte et l'aviation. La situation séculaire et presque monopolisée de l'Angleterre sur le marché du charbon est définitivement ruinée, l'Amérique a pris la première place. Son exportation en Europe augmente de façon menaçante. Sa flotte commerciale est presque égale à celle de l'Angleterre. Les Etats-Unis ne veulent plus se résigner au monopole mondial des câbles, détenu par l'Angleterre. Dans le domaine industriel, la Grande-Bretagne passe à la défensive et sous prétexte de lutter contre la concurrence « malsaine » de l'Allemagne s'arme de mesures protectionnistes contre les Etats-Unis. Enfin, tandis que la flotte militaire de l'Angleterre comptant un grand nombre d'unités vieilles s'est arrêtée dans son développement, le gouvernement Harding a repris le programme du gouvernement Wilson relativement aux constructions navales, lesquelles, au cours des deux ou trois prochaines années, donneront l'hégémonie des mers au pavillon américain.

La situation est telle que, ou l'Angleterre sera automatiquement repoussée à l'arrière-plan et, malgré sa victoire sur l'Allemagne, deviendra une puissance de second ordre, ou bien — et elle s'y croit déjà obligée — elle engagera à fond, dans un très prochain avenir, toutes les forces par elle acquises dans le passé dans une lutte à mort avec les Etats-Unis.

C'est dans cette perspective que l'Angleterre maintient son alliance avec le Japon et s'efforce, au prix de concessions de plus en plus grandes, d'acquiescer l'appui, ou tout au moins la neutralité de la France.

La croissance du rôle international — dans les limites du continent — de cette dernière au cours de l'année écoulée a pour cause non un affermissement de la France, mais un affaiblissement international de l'Angleterre.

La capitulation de l'Allemagne en mai dernier, dans la question des contributions de guerre, signifie partout une victoire temporaire de l'Angleterre et assure la chute économique ultérieure de l'Europe centrale, sans exclure, dans un avenir rapproché, l'occupation par la France du bassin de la Ruhr et de la Haute-Silésie.

30. L'antagonisme du Japon et des Etats-Unis, provisoirement dissimulé à la suite de leur participation à la guerre contre l'Allemagne, développe en ce moment ouvertement ses tendances. Le Japon s'est, par suite de la guerre, rapproché des côtes américaines, ayant reçu dans l'Océan Pacifique des îles d'une grande importance stratégique.

La crise de l'industrie rapidement développée du Japon a de nouveau réveillé la question de l'émigration ; le Japon, pays à population dense, et pauvre en ressources naturelles, est obligé d'exporter des marchandises ou des hommes. Dans un cas comme dans l'autre, il se heurte aux Etats-Unis : en Californie, en Chine et sur l'île de Jap.

Le Japon dépense plus de la moitié de son bud-

get pour l'armée et pour la flotte. Dans la lutte de l'Angleterre avec l'Amérique, le Japon aura sur mer le rôle joué par la France dans la guerre avec l'Allemagne. Le Japon profite actuellement de l'antagonisme entre la Grande-Bretagne et l'Amérique, mais la lutte décisive de ces deux géants pour la domination du monde se décidera finalement à son détriment.

31. Le grand massacre récent fut européen par ses causes et par ses principaux partisans. L'axe de la lutte c'était l'antagonisme entre l'Angleterre et l'Allemagne. L'intervention des Etats-Unis élargit les cadres de la lutte, mais ne l'écarta pas de sa tendance fondamentale ; le conflit européen fut résolu au moyen du monde entier. La guerre qui résolut à sa manière le différend entre l'Angleterre et l'Allemagne et par là le différend entre les Etats-Unis et l'Allemagne, non seulement n'a pas résolu la question des rapports entre les Etats-Unis et l'Angleterre, mais, au contraire, l'a reposée au premier plan dans toutes ses proportions, en tant que question fondamentale de la politique mondiale, de même qu'elle a posé une question de second ordre, celle des rapports entre les Etats-Unis et le Japon. La dernière guerre a de la sorte été la préface européenne à la guerre véritablement mondiale qui décidera de la *domination impérialiste exclusive*.

32. Mais ce n'est là qu'un des axes de la politique mondiale. Il y a un autre axe encore : la Fédération des Soviets russes et la 3^e Internationale sont nées des conséquences de la dernière guerre. Le groupement des forces révolutionnaires internationales est entièrement dirigé contre tous les groupements impérialistes.

La conservation de l'alliance entre l'Angleterre et la France ou, au contraire, sa destruction, a le même prix au point de vue des intérêts du prolétariat et au point de vue de la paix que le renouvellement ou le non-renouvellement de l'alliance anglo-japonaise, que l'entrée (ou le refus d'entrer) des Etats-Unis dans la Société des Nations : le prolétariat ne saurait voir une grande garantie de paix dans le groupement passager, cupide et sans foi, des Etats capitalistes dont la politique, évoluant de plus en plus autour de l'antagonisme anglo-américain, entretient en préparant une sanglante explosion.

La conclusion, par quelques pays capitalistes, de traités de paix et de conventions commerciales avec la Russie soviétique, ne signifie pas, loin de là, la renonciation de la bourgeoisie mondiale à la destruction de la République des Soviets. On ne peut y voir qu'un changement peut-être passager de formes et de méthodes de lutte. Le coup d'Etat japonais en Extrême-Orient signifie peut-être le commencement d'une nouvelle période d'intervention armée.

Il est absolument évident que, plus le mouvement révolutionnaire prolétarien mondial se ralentit, et plus les contradictions de sa situation internationale économique et politique stimulent inévitablement la bourgeoisie à tenter de nouveau de provoquer un dénouement par les armes à l'échelle mondiale. Cela voudrait dire que le « rétablissement de l'équilibre capitaliste » après la nouvelle guerre se baserait sur un épuisement économique et sur un recul de la civilisation tels qu'en comparaison de la situation actuelle de l'Europe il semblerait le comble du bien-être.

33. Quoique l'expérience de la dernière guerre ait confirmé avec une certitude terrifiante que « la guerre est un calcul trompeur » — vérité qui contient tout le pacifisme, tant socialiste que bour-

geois — la préparation de la nouvelle guerre, préparation économique, politique, idéologique et technique, se poursuit à vive allure dans tout le monde capitaliste. Le pacifisme humanitaire anti-révolutionnaire est devenu une force auxiliaire du militarisme.

Les social-démocrates de toutes nuances et les syndicalistes d'Amsterdam insufflent au prolétariat international la conviction de la nécessité de s'adapter aux règles économiques et au droit international des Etats, tels qu'ils ont été établis par suite de la guerre, et apparaissent ainsi comme des auxiliaires insignes de la bourgeoisie impérialiste dans la préparation du nouveau massacre qui menace de détruire définitivement la civilisation humaine.

6. — La classe ouvrière après la guerre

34. Au fond, la question du rétablissement du capitalisme sur les bases tracées plus haut se résume ainsi : la classe ouvrière est-elle disposée à faire, dans des conditions nouvelles incomparablement plus difficiles, les sacrifices indispensables pour affermir les conditions de son propre esclavage, plus étroit et plus dur qu'avant la guerre ?

Pour restaurer l'économie européenne, en remplacement de l'appareil de production détruit pendant la guerre, une forte création nouvelle de capital serait nécessaire. Cela ne serait possible que si le prolétariat était prêt à travailler davantage dans des conditions d'existence très inférieures. C'est ce que les capitalistes demandent, c'est ce que lui conseillent les chefs traitres des Internationales jaunes : d'abord aider à la restauration du capitalisme, ensuite lutter pour l'amélioration de la situation des ouvriers. Mais le prolétariat d'Europe n'est pas prêt à ce sacrifice, il réclame une amélioration de ses conditions d'existence, ce qui actuellement est en contradiction absolue avec les possibilités objectives du capitalisme. D'où les grèves et les insurrections sans fin et l'impossibilité de restaurer l'économie européenne. Rétablir le cours du change, c'est pour divers Etats européens (Allemagne, France, Italie, Autriche, Hongrie, Pologne, Balkans...) avant tout se débarrasser de charges dépassant la mesure de leurs forces, c'est-à-dire se déclarer en faillite ; c'est aussi donner une puissante impulsion à la lutte de toutes les classes pour une nouvelle répartition du revenu national. Rétablir le cours du change, c'est à l'avenir diminuer les dépenses de l'Etat au détriment des masses (renoncer à fixer le salaire minimum, le prix des articles de consommation générale), c'est empêcher l'arrivée des articles de première nécessité à meilleur marché provenant de l'étranger et relever l'exportation en diminuant les frais de la production, c'est-à-dire encore une fois, au premier chef, renfoncer l'exploitation de la masse ouvrière. Toute mesure sérieuse, tendant à rétablir l'équilibre capitaliste, ébranle plus encore l'équilibre déjà rompu des classes et donne un nouvel élan à la lutte révolutionnaire. La question de savoir si le capitalisme peut se régénérer devient par conséquent une question de lutte entre forces vivantes : celles des classes et des partis. Si, des deux classes fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat, l'une, la dernière, renonçait à la lutte révolutionnaire, l'autre, la bourgeoisie, retrouverait en fin de compte, indubitablement, un nouvel équilibre capitaliste — équilibre de décomposition matérielle et morale — au moyen de nouvelles crises, de nouvelles guerres, de l'appauvrissement poursuivi de pays en-

tiers et de la mort de dizaines de millions de travailleurs.

Mais la situation actuelle du prolétariat international ne donne guère de raisons de pronostiquer cet équilibre.

35. Les éléments sociaux de stabilité, de conservatisme, de tradition, ont perdu la plus grande partie de leur autorité sur l'esprit des masses laborieuses. Si la social-démocratie et les trade-unions conservent encore quelque influence sur une partie considérable du prolétariat, grâce à l'héritage de l'appareil d'organisation, du passé, cette influence est tout à fait inconsistante. La guerre a modifié non seulement l'état d'esprit, mais la composition même du prolétariat, et ces modifications sont tout à fait incompatibles avec l'organisation graduelle d'avant la guerre.

Au sommet du prolétariat, dans la plupart des pays domine encore la bureaucratie ouvrière, extrêmement développée, étroitement unie, qui élabore ses propres méthodes et ses procédés de domination, et se rattache par des milliers de liens aux institutions et aux organes de l'Etat capitaliste.

Vient ensuite un groupe d'ouvriers, le mieux placé dans la production, occupant ou comptant occuper des postes d'administration, et qui sont l'appui le plus sûr de la bureaucratie ouvrière.

Puis, la vieille génération des social-démocrates et des syndicalistes ouvriers, qualifiés pour la plupart, rattachés à leur organisation par des dizaines d'années de lutte et qui ne peuvent se décider à rompre avec elle, malgré ses trahisons et ses faillites. Toutefois, dans bien des branches de production, les ouvriers qualifiés sont mélangés à des ouvriers non qualifiés, des femmes surtout.

Viennent encore des millions d'ouvriers qui ont fait l'apprentissage de la guerre, familiarisés avec le maniement des armes et prêts, pour la plupart, à s'en servir contre l'ennemi de classe, à la condition, toutefois, d'une préparation sérieuse, préalable, d'une ferme direction, choses indispensables au succès.

Puis, des millions de nouveaux ouvriers, d'ouvrières en particulier, attirés dans l'industrie pendant la guerre et communiquant au prolétariat non seulement leurs préjugés petit-bourgeois, mais encore leurs aspirations impatientes vers de meilleures conditions d'existence.

Enfin, des millions de jeunes ouvriers et ouvrières élevés pendant la tempête révolutionnaire, plus accessibles à la parole communiste, brûlant du désir d'agir.

En dernier lieu, une gigantesque armée de chômeurs, pour la plupart déclassés et mi-classés, reflétant le plus vivement dans ses fluctuations le cours de la décadence de l'économie capitaliste et tenant l'ordre bourgeois sous sa constante menace.

Ces éléments du prolétariat, si divers par leur origine et leur caractère, n'ont été, ne sont entraînés, dans le mouvement après la guerre, ni simultanément, ni de la même manière. De là les hésitations, les fluctuations, les progrès et les reculs dans la lutte révolutionnaire. Mais dans son écrasante majorité, la masse prolétarienne serre promptement les rangs parmi la ruine de toutes ses anciennes illusions, l'effrayante incertitude de la vie quotidienne, devant la toute-puissance du capital concentré, devant les méthodes de brigandage de l'Etat militarisé. Cette masse, qui compte de nombreux millions d'hommes cherche, une di-

rection ferme et claire, un programme net d'action et crée, par là même, une base au rôle décisif que le Parti Communiste cohérent et centralisé est appelé à jouer.

36. La situation de la classe ouvrière s'est évidemment aggravée pendant la guerre. Certains groupes d'ouvriers ont prospéré. Les familles dans lesquelles quelques membres ont pu travailler dans les usines pendant la guerre ont même réussi à maintenir et à élever leur niveau d'existence. Mais, d'une façon générale, le salaire n'a pas augmenté proportionnellement à la cherté de la vie.

Dans l'Europe Centrale, le prolétariat a, pendant la guerre, été voué à des privations toujours croissantes. Dans les pays continentaux de l'Entente, la chute du niveau d'existence fut moins brutale jusqu'à ces temps derniers. En Angleterre, le prolétariat arrêta, pendant la dernière période de la guerre, au moyen d'une lutte énergique, le processus d'aggravation des conditions de son existence.

Aux Etats-Unis, la situation de quelques couches de la classe ouvrière s'est améliorée, quelques couches ont conservé leur ancienne situation ou ont subi un abaissement de leur niveau d'existence.

La crise s'abatit sur le prolétariat du monde entier avec une force terrifiante. La réduction des salaires dépassa la baisse des prix. Le nombre des chômeurs et des demi-chômeurs devint énorme, sans précédent dans l'histoire du capitalisme. Les fréquents changements dans les conditions de l'existence personnelle, influent très favorablement sur le rendement du travail ; mais ils excluent la possibilité d'établir l'équilibre des classes sur le terrain fondamental, c'est-à-dire sur celui de la production. L'incertitude des conditions d'existence, reflétant l'inconsistance générale des conditions économiques nationales et mondiales, constitue à présent le facteur le plus révolutionnaire.

7. — Perspectives et Tâches

37. La guerre n'a pas déterminé immédiatement la révolution prolétarienne. La bourgeoisie note ce fait, avec une certaine apparence de raison, comme sa plus grande victoire.

Il n'y a qu'un esprit borné petit-bourgeois qui puisse voir la faillite du programme de l'Internationale Communiste dans le fait que le prolétariat européen n'a pas renversé la bourgeoisie pendant la guerre ou immédiatement après. Le développement de l'Internationale Communiste dans la révolution prolétarienne n'implique pas la fixation dogmatique d'une date déterminée au calendrier de la révolution, ni l'obligation d'amener mécaniquement la révolution à la date fixée. La révolution était et reste une lutte de forces vivantes sur des bases historiques données. La destruction de l'équilibre capitaliste par la guerre à l'échelle mondiale a créé des conditions favorables pour les forces fondamentales de la révolution, pour le prolétariat. Tous les efforts de l'Internationale Communiste étaient et restent dirigés vers l'utilisation complète de cette situation.

Les divergences entre l'Internationale Communiste et les social-démocrates des deux groupes ne consistent pas en ce que nous aurions déterminé une date fixe pour la révolution, alors que les social-démocrates nient la valeur de l'utopie et du « putschisme » (tentatives insurrectionnelles) : ces divergences résident en ce que les social-démocrates réagissent contre le développement ré-

volutionnaire effectif, en aidant de toutes leurs forces, au gouvernement aussi bien que dans l'opposition, au rétablissement de l'équilibre de l'Etat bourgeois, tandis que les communistes profitent de toutes les occasions, de tous les moyens et de toutes les méthodes pour renverser et écraser l'Etat bourgeois, par la dictature du prolétariat.

Au cours des deux années et demie écoulées depuis la guerre, le prolétariat des différents pays a manifesté tant d'énergie, tant de disposition à la lutte, tant d'esprit de sacrifice, qu'il aurait pu suffire largement à sa tâche et accomplir une révolution triomphante s'il s'était trouvé à la tête de la classe ouvrière un Parti Communiste réellement international, bien préparé et fortement centralisé. Mais diverses causes historiques et les influences du passé ont placé à la tête du prolétariat européen, pendant la guerre et depuis, l'organisation de la 2^e Internationale qui est devenue et qui reste un instrument politique inappréciable aux mains de la bourgeoisie.

38. En Allemagne, vers la fin de l'année 1918 et au commencement de 1919, le pouvoir appartenant en fait à la classe ouvrière. La social-démocratie — majoritaires et indépendants — les syndicats, firent agir toute leur influence traditionnelle et tout leur appareil pour remettre ce pouvoir entre les mains de la bourgeoisie.

En Italie, le mouvement révolutionnaire impétueux du prolétariat a cru de plus en plus pendant les derniers 18 mois et seul le manque de caractère d'un parti socialiste petit-bourgeois, la politique de trahison de la fraction parlementaire, l'opportunisme lâche des organisations syndicales ont pu permettre à la bourgeoisie de rétablir son appareil, de mobiliser sa garde blanche, de passer à l'attaque contre le prolétariat momentanément découragé par la faillite de ses vieux organes dirigeants.

Le puissant mouvement gréviste des dernières années en Angleterre s'est constamment brisé contre la force armée de l'Etat qui intimidait les chefs des Trade-Unions. Si ces chefs étaient restés fidèles à la cause de la classe ouvrière, on aurait quand même pu, malgré tous ses défauts faire servir aux combats révolutionnaires le mécanisme des Trade-Unions. Lors de la dernière crise de la « Triple Alliance » apparut la possibilité d'une collision révolutionnaire avec la bourgeoisie, mais cette collision fut entravée par l'esprit conservateur, la poltronnerie et la trahison des chefs syndicaux ; si l'organisme des trade-unions anglais fournissait en ce moment dans l'intérêt du socialisme seulement la moitié du travail qu'il effectue dans l'intérêt du capital, le prolétariat anglais s'emparerait du pouvoir avec le minimum de sacrifices et pourrait s'atteler à la tâche de réorganisation systématique du pays.

Ce que nous venons de dire s'applique dans une mesure plus ou moins grande à tous les pays capitalistes.

39. Il est absolument incontestable que la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le pouvoir manifeste à l'heure actuelle à l'échelle mondiale un certain fléchissement, un certain ralentissement. Mais, au fond des choses, il n'était pas permis de s'attendre à ce que l'offensive révolutionnaire d'après-guerre, dans la mesure où elle ne donna pas d'emblée la victoire, se développât suivant une ligne ininterrompue. Le développement politique a aussi ses cycles, ses hauts et ses bas. L'ennemi ne reste pas passif ; il combat lui aussi. Si l'attaque du prolétariat n'est pas couronnée de

succès, la bourgeoisie passe à la première occasion à la contre-attaque. La perte par le prolétariat de quelques positions conquises sans difficulté, entraîne une certaine dépression dans ses rangs. Mais s'il reste incontestable qu'à l'époque où nous vivons, la courbe du développement capitaliste est, d'une façon générale, descendante avec des mouvements passagers de relèvement, la courbe de la révolution est montante avec quelques fléchissements.

La restauration du capitalisme a pour conditions *sine qua non* l'intensification de l'exploitation, la perte de millions de vies humaines, l'abaissement pour des millions d'êtres humains au-dessous du niveau minimum (*Existenzminimum*) des conditions moyennes d'existence, l'insécurité perpétuelle du prolétariat, ce qui est un facteur constant de grève et de révolte. C'est sous la pression de ces causes et dans les combats qu'elles engendrent que croît la volonté des masses de renverser la société capitaliste.

40. La tâche capitale du Parti Communiste dans la crise que nous traversons est de diriger les combats défensifs du prolétariat, de les élargir, de les approfondir, de les grouper et de les transformer — selon le processus du développement — en combats politiques pour le but final. Mais si les événements se développent plus lentement et qu'une période de relèvement succède, dans un nombre plus ou moins grand de pays, à la crise économique actuelle, cela ne saurait en aucune manière être interprété comme l'avènement d'une époque d'« organisation ». Aussi longtemps que le capitalisme existera, les fluctuations du développement seront inévitables. Ces fluctuations accompagneront le capitalisme dans son agonie comme elles l'ont accompagné dans sa jeunesse et dans sa maturité.

Au cas où le prolétariat serait repoussé par l'attaque du capital dans la crise actuelle, il passera à l'offensive dès qu'il se manifestera quelque amélioration dans la situation. Son offensive économique qui, dans ce dernier cas, serait inévitablement menée, sous les mots d'ordre de revanche contre toutes les mystifications du temps de guerre, contre tout le pillage et tous les outrages infligés pendant la crise, aura, pour cette même raison, la même tendance à se transformer en guerre civile ouverte que la lutte défensive actuelle.

41. Que le mouvement révolutionnaire au cours de la prochaine période suive un cours plus animé ou plus ralenti, le Parti Communiste doit, dans les deux cas, devenir un *parti d'action*. Il est à la tête des masses combattantes, il formule fermement et clairement des mots d'ordre de combat, il dénonce les mots d'ordre équivoques de la social-démocratie, basés toujours sur le compromis. Le Parti Communiste doit s'efforcer au cours de toutes les alternatives du combat, de renforcer par des moyens d'organisation, ses nouveaux points d'appui ; il doit former les masses aux manœuvres actives, les armer de nouvelles méthodes et de nouveaux procédés, basés sur le choc direct et ouvert avec les forces de l'ennemi. En profitant de chaque répit pour s'assimiler l'expérience de la phase précédente de la lutte, le Parti Communiste doit s'efforcer d'approfondir et d'élargir les conflits de classe et de les relier sur une échelle nationale et internationale dans l'idée du but et de l'action pratique, de façon qu'au sommet du prolétariat soient brisées toutes les résistances dans la voie de sa dictature et de la révolution sociale.

Thèses sur la Tactique

adoptées le 12 juillet 1921, au cours de la 24^e séance

1. — Délimitation des questions

« La nouvelle Association Internationale des ouvriers est fondée pour organiser des actions communes des prolétaires des différents pays, actions dont le but commun est : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une République Internationale des Soviets en vue de la suppression complète des classes et de la réalisation du socialisme, ce premier degré de la société communiste ».

Cette définition des buts de l'Internationale Communiste, posée dans ses statuts, délimite clairement toutes les questions de tactique qui sont à résoudre.

Il s'agit de la tactique à employer dans notre lutte pour la dictature du prolétariat. Il s'agit des moyens à employer pour conquérir aux principes du communisme la plus grande partie de la classe ouvrière, des moyens à employer pour organiser les éléments socialement déterminants du prolétariat dans la lutte pour la réalisation du communisme, il s'agit des relations avec les couches petites-bourgeoises prolétarisées, des moyens et procédés à prendre pour démolir le plus rapidement possible les organes du pouvoir bourgeois, les réduire en ruines et engager la lutte finale internationale pour la dictature.

La question de la dictature elle-même, comme unique voie menant à la victoire, est hors de discussion. Le développement de la révolution mondiale a montré nettement qu'il n'y a qu'une alternative offerte dans la situation historique actuelle : dictature capitaliste ou dictature prolétarienne.

Le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste reprend l'examen des questions de tactique dans des conditions nouvelles, puisque dans bien des pays la situation objective a pris une acuité révolutionnaire et que plusieurs grands partis communistes se sont formés, qui cependant ne possèdent encore nulle part la direction effective du gros de la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire réelle.

2. — A la veille de nouveaux combats

La révolution mondiale, c'est-à-dire la destruction du capitalisme, le rassemblement des énergies révolutionnaires du prolétariat et l'organisation du prolétariat en une puissance agressive et victorieuse, exigera une période assez longue de combats révolutionnaires.

L'acuité diverse des antagonismes, la différence de la structure sociale et des obstacles à surmonter selon les pays, le haut degré d'organisation de la bourgeoisie dans les pays de haut développement capitaliste de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, étaient des raisons suffisantes pour que la guerre mondiale n'aboutît pas immédiatement à la victoire de la révolution mondiale. Les communistes ont donc eu raison de

déclarer, déjà pendant la guerre, que la période de l'impérialisme conduirait à l'époque de la révolution sociale, c'est-à-dire à une longue suite de guerres civiles à l'intérieur des divers Etats capitalistes et de guerres entre les Etats capitalistes d'une part, les Etats prolétariens et les peuples coloniaux exploités d'autre part.

La révolution mondiale n'est pas un processus qui progresse en ligne droite ; c'est la dissolution lente du capitalisme, c'est la sape révolutionnaire quotidienne, qui s'intensifient de temps à autre et se concentrent en crises aiguës.

Le cours de la révolution mondiale a été rendu encore plus traînant du fait que de puissantes organisations et partis ouvriers, à savoir les partis ainsi que les syndicats social-démocrates, fondés par le prolétariat pour guider sa lutte contre la bourgeoisie, se sont transformés pendant la guerre en instruments d'influence contre-révolutionnaire et d'immobilisation du prolétariat et sont restés tels après la fin de la guerre. C'est ce qui a permis pendant la période de prospérité apparente de 1919-1920 d'éveiller dans la classe ouvrière un nouvel espoir d'améliorer sa situation dans le cadre du capitalisme, cause essentielle de la défaite des soulèvements de 1919 et du ralentissement des mouvements révolutionnaires en 1919-1920.

La crise économique mondiale, qui apparut au milieu de 1920 et qui s'est étendue aujourd'hui sur tout l'univers, augmentant partout le chômage, prouve au prolétariat international que la bourgeoisie n'est pas en mesure de reconstruire le monde. L'exaspération de tous les antagonismes politiques mondiaux, la campagne rapace de la France contre l'Allemagne, les rivalités anglo-américaine et américo-japonaise avec la course aux armements qui s'ensuit, montrent que le monde capitaliste à l'agonie titube de nouveau vers la guerre mondiale. La Société des Nations, trust international des Etats vainqueurs pour l'exploitation des concurrents vaincus et des peuples coloniaux, est minée pour le moment par la concurrence américaine. L'illusion avec laquelle la social-démocratie internationale et la bureaucratie syndicale ont détourné les masses ouvrières de la lutte révolutionnaire, l'illusion qu'elles pourraient, en renonçant à la conquête du pouvoir politique par la lutte révolutionnaire, obtenir graduellement et pacifiquement le pouvoir économique et le droit de s'administrer elles-mêmes, cette illusion est en train de mourir.

En Allemagne les comédies de socialisation avec lesquelles le gouvernement Scheidemann-Noske, en mars 1919, chercha à retenir le prolétariat de l'assaut décisif, touchent à leur fin. Les phrases sur la socialisation ont fait place au système bien réel de Stinnes, c'est-à-dire à la soumission de l'industrie allemande à un dictateur capitaliste et à sa clique. L'attaque du gouvernement prussien sous la direction du social-démocrate Severing contre les mineurs de l'Allemagne centrale forme l'in-

roduction à l'offensive générale de la bourgeoisie allemande en vue de la réduction des salaires du prolétariat allemand.

En Angleterre tous les plans de nationalisation sont tombés à l'eau. Au lieu de réaliser les projets de nationalisation de la commission Sankey, le gouvernement appuie d'une levée de troupes le lock-out contre les mineurs anglais.

Le gouvernement français n'arrive à ajourner sa banqueroute économique que par une expédition de rapine en Allemagne. Il ne pense à aucune reconstruction systématique de son économie nationale. Même la reconstruction des contrées dévastées du Nord de la France, dans la mesure où elle est entreprise, ne sert qu'à l'enrichissement des capitalistes privés.

En Italie, la bourgeoisie est montée à l'attaque de la classe ouvrière avec l'aide des bandes blanches des fascistes.

Partout la démocratie bourgeoise a dû se démasquer, plus complètement dans les vieux Etats démocratiques bourgeois que dans les nouveaux, issus de l'écroulement impérialiste. Gardes blancs, arbitraire dictatorial du gouvernement contre les mineurs grévistes en Angleterre, fascistes et Guardia Regia en Italie, Pinkertons, exclusion des députés socialistes des parlements, loi de lynch aux Etats-Unis, terreur blanche en Pologne, en Yougoslavie, en Roumanie, Lettonie, Esthonie, légalisation de la terreur blanche en Finlande, en Hongrie, et dans les pays balkaniques, « lois communistes » en Suisse, France, etc..., partout la bourgeoisie cherche à faire retomber sur la classe ouvrière les conséquences de l'anarchie économique croissante, à allonger la journée de travail et à faire tomber les salaires. Partout la bourgeoisie trouve des auxiliaires dans les chefs de la social-démocratie et de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Cependant ces derniers peuvent retarder l'éveil des masses ouvrières pour un nouveau combat et l'approche de nouvelles vagues révolutionnaires, ils ne peuvent pas les empêcher.

Déjà on voit le prolétariat allemand se préparer à la contre-attaque ; on voit les mineurs anglais, malgré la trahison des chefs trade-unionistes, tenir bon héroïquement pendant de longues semaines dans la lutte contre le capital minier. Nous voyons comment la volonté de combat s'accroît dans les rangs avancés du prolétariat italien après l'expérience qu'il a faite de la politique d'hésitation du groupe Serrati, volonté de combat qui s'exprime par la formation du Parti Communiste d'Italie. Nous voyons comment en France, après la scission, après la séparation des social-patriotes et des centristes, le parti socialiste commence à passer de l'agitation et de la propagande du communisme à des manifestations de masses contre les appétits rapaces de l'impérialisme. En Tchéco-Slovaquie, nous assistons à la grève politique de décembre, entraînant, malgré son manque complet d'une direction unique, un million d'ouvriers, et, comme conséquence, à la formation d'un Parti Communiste tchèque, parti des masses. En février, nous avons eu, en Pologne, une grève des cheminots, dirigée par le Parti Communiste, et une grève générale en est résultée, et nous avons assisté à la décomposition progressive du Parti Soc. Polon. social-patriote.

Ce qu'il nous faut attendre, ce n'est pas le fléchissement de la révolution mondiale ni le reflux de ses vagues, mais tout le contraire : dans les circonstances données une exaspération immédiate des antagonismes sociaux et des combats sociaux est ce qu'il y a de plus vraisemblable.

3. — La tâche la plus importante du moment

La conquête de l'influence prépondérante sur la plus grande partie de la classe ouvrière, l'introduction dans le combat des fractions déterminantes de cette classe, voilà à l'heure actuelle le problème le plus important de l'Internationale Communiste.

Car nous avons beau être en présence d'une situation économique et politique objectivement révolutionnaire, dans laquelle la crise révolutionnaire la plus aigüe peut éclater absolument à l'improviste (à la suite d'une grande grève, d'une révolte coloniale, d'une nouvelle guerre ou même d'une grande crise parlementaire, etc...) le plus grand nombre des ouvriers n'est pas encore sous l'influence du communisme, surtout dans le pays où la puissance particulièrement forte du capital financier a donné naissance à de vastes couches d'ouvriers corrompus par l'impérialisme (par exemple en Angleterre et aux Etats-Unis) et où la véritable propagande révolutionnaire parmi les masses vient seulement de commencer.

Dès le premier jour de sa fondation, l'Internationale Communiste s'est donné pour but, clairement et sans équivoque, non pas de former de petites sectes communistes cherchant à exercer leur influence sur les masses ouvrières uniquement par l'agitation et la propagande, mais de prendre part à la lutte des masses ouvrières, de guider cette lutte dans le sens communiste et de constituer dans le processus du combat de grands partis communistes révolutionnaires.

Déjà au cours de sa première année d'existence, l'Internationale Communiste a répudié les tendances sectaristes en prescrivant aux partis affiliés, si petits fussent-ils, de collaborer aux syndicats, de participer à vaincre leur bureaucratie réactionnaire de l'intérieur même des syndicats et de les transformer en organisations révolutionnaires des masses prolétariennes, en instruments de combat. Dès sa première année d'existence, l'Internationale Communiste a prescrit aux Partis Communistes de ne pas se renfermer dans des cercles de propagande, mais de faire servir à l'éducation et à l'organisation du prolétariat toutes les possibilités que la constitution de l'Etat bourgeois est obligée de leur laisser ouvertes : liberté de la presse, liberté de réunion et d'association et toutes les institutions parlementaires bourgeoises, si lamentables soient-elles, pour en faire des armes, des tribunes, des places d'armes du communisme. A son 2^e Congrès, l'Internationale Communiste, dans ses résolutions sur la question syndicale et sur l'utilisation du parlementarisme, a répudié ouvertement toutes les tendances sectaristes.

Les expériences de ces deux ans de lutte des Partis Communistes ont confirmé en tous points la justesse du point de vue de l'Internationale Communiste. Celle-ci par sa politique a amené les ouvriers révolutionnaires dans bien des Etats à se séparer non seulement des réformistes déclarés, mais aussi des centristes. Dès lors que les centristes ont formé une Internationale 2 1/2 qui s'allie publiquement aux Scheidemann, aux Jouhaux et aux Henderson sur le terrain de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, le champ de bataille est devenu beaucoup plus clair pour les masses prolétariennes, ce qui facilitera les combats à venir.

Le communisme allemand, grâce à la tactique de l'Internationale Communiste (action révolutionnaire dans les syndicats, lettre ouverte, etc.), d'une

simple tendance politique qu'il était dans les combats de janvier et mars 1919, s'est changé en un grand parti des masses révolutionnaires. Il a acquis dans les syndicats une influence telle que la bureaucratie syndicale a été forcée d'exclure de nombreux communistes des syndicats par crainte de l'influence révolutionnaire de leur action syndicale, et de prendre sur elle l'odieux de la scission.

En Tchéco-Slovaquie, les communistes ont réussi à gagner à leur cause la majorité des ouvriers organisés.

En Pologne, le Parti Communiste, grâce surtout à son travail de sappe dans les syndicats, a non seulement entré en contact avec les masses, mais devenir leur guide dans la lutte, malgré les persécutions monstrueuses qui contraignent les organisations communistes à une existence absolument clandestine.

En France, les communistes ont conquis la majorité au sein du parti socialiste.

En Angleterre, le processus de consolidation des groupes communistes sur le terrain des directives tactiques de l'Internationale Communiste se termine et l'influence croissante des communistes oblige les socialistes-traitres à essayer de rendre impossible aux communistes l'entrée dans le Labour Party.

Les groupes communistes sectaristes par contre (comme le K.A.P.D., etc.) n'ont pas rencontré sur leur voie un seul succès. La théorie du renforcement du communisme par la propagande et l'agitation seules, par la fondation de syndicats communistes distincts, a fait complètement faillite. Nulle part aucun Parti Communiste de quelque influence n'a pu être fondé de cette façon.

4. — La situation au sein de l'Internationale Communiste

Dans cette voie menant à la formation de Partis Communistes de masses, l'Internationale Communiste n'est pas allée suffisamment loin partout. Et même dans deux des pays les plus importants du capitalisme victorieux elle a encore tout à faire dans ce domaine.

Aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, dans lesquels déjà avant la guerre pour des raisons historiques, il n'existait aucun mouvement révolutionnaire de quelque ampleur, les communistes ont toujours devant eux les tâches primordiales les plus simples : la formation d'un noyau communiste et son rattachement aux masses ouvrières. La crise économique, qui a enlevé le travail à 5 millions d'ouvriers, fournit pour cela un terrain très favorable. Conscient du danger qui le menace d'une radicalisation du mouvement ouvrier et de son orientation par les communistes, le capital américain essaie de briser le jeune mouvement communiste par des persécutions barbares, de l'anéantir et de le contraindre à l'illégalité, dans laquelle, pense-t-il, ce mouvement, sans contact avec les masses, dégèrerait en une secte de propagande et se dessècherait.

L'Internationale Communiste attire l'attention du Parti Communiste Unifié d'Amérique sur le fait que l'organisation illégale ne doit constituer qu'un terrain de rassemblement, de clarification, pour les forces communistes les plus actives, mais que le Parti Unifié a le devoir de tenter tous les moyens et toutes les voies pour sortir de ses organisations illégales et atteindre les grandes masses ouvrières en fermentation ; qu'il a le devoir de trouver les formes et les voies propres à concentrer, politiquement ces masses dans leur

vie publique en vue de la lutte contre le capital américain.

Le mouvement communiste anglais, lui non plus, n'a pas encore réussi, malgré la concentration de ses forces en un Parti Communiste uni, à devenir un parti de masses.

La désorganisation durable de l'économie anglaise, l'aggravation inouïe du mouvement gréviste, le mécontentement croissant des grandes masses populaires à l'égard du régime de Lloyd George, la possibilité d'une victoire du Labour Party et du parti libéral aux prochaines élections parlementaires, tout cela ouvre dans le développement de l'Angleterre de nouvelles perspectives révolutionnaires et pose devant les communistes anglais des questions d'une importance extrême.

La première et principale tâche du Parti Communiste d'Angleterre est de devenir un parti de masses. Les communistes anglais doivent se placer de plus en plus fermement sur le terrain du mouvement de masses existant en fait et se développant sans cesse ; ils doivent pénétrer dans toutes les particularités concrètes de ce mouvement et faire des revendications isolées ou partielles des ouvriers le point de départ de leur propre agitation et propagande inlassable et énergique.

Le puissant mouvement gréviste met à l'épreuve, aux yeux de centaines de milliers et de millions d'ouvriers le degré de capacité, de fidélité, de constance et de conscience des trade-unions et de leurs chefs. Dans ces conditions, l'action des communistes au sein des syndicats acquiert une importance décisive. Aucune critique, du Parti, venant du dehors, ne saurait même dans une mesure éloignée exercer sur les masses une influence semblable à celle qui peut être exercée par le travail quotidien et constant des noyaux communistes dans les syndicats, par le travail tendant à démasquer et à discréditer les traitres et les bourgeois du trade-unionisme, qui, en Angleterre plus encore que dans tout autre pays, sont le jouet politique du capital.

Si dans d'autres pays, la tâche des partis communistes devenus partis de masses consiste dans une importante mesure à prendre l'initiative d'actions de masses, en Angleterre la tâche du Parti Communiste consiste avant tout, sur la base des actions de masses qui se développent en fait, à montrer par son propre exemple et à prouver que les communistes sont capables d'exprimer justement et courageusement les intérêts, les besoins et les sentiments de ces masses.

Les Partis communistes de masses de l'Europe Centrale et Occidentale se trouvent en pleine formation de leurs méthodes d'agitation et de propagande révolutionnaire, en pleine formation de méthodes d'organisation répondant à leur caractère de combat, enfin en pleine transition de la propagande et de l'agitation communistes à l'action. Ce processus est entravé par le fait que dans bien des pays l'entrée des ouvriers devenus révolutionnaires dans le camp du communisme s'est accomplie sous la direction de chefs qui n'ont pas encore surmonté leurs tendances centristes et qui ne sont pas en état de mener une efficace agitation et propagande communistes dans le peuple, qui craignent même cette propagande parce qu'ils savent qu'elle conduirait les Partis aux combats révolutionnaires.

Ces tendances centristes ont mené en *Italie* à la scission du Parti. Les chefs du Parti et des Syndicats groupés autour de Serrati, au lieu de transformer les mouvements spontanés de la mas-

se ouvrière et son activité croissante en une lutte consciente pour le pouvoir, lutte pour laquelle la situation était mûre en Italie, laissèrent ces mouvements s'enliser. Le communisme n'était pas pour eux un moyen de secouer et de concentrer les masses ouvrières en vue du combat. Et parce qu'ils craignaient le combat, ils durent délayer la propagande et l'agitation communistes et la conduire dans les eaux centristes. Ils renforcèrent de la sorte l'influence des réformistes comme Turatti et Treves dans le Parti et comme d'Aragona dans les syndicats. Comme ils ne se distinguaient des réformistes, ni par la parole, ni par les actes, ils ne voulurent pas non plus se séparer d'eux. Ils préférèrent se séparer des communistes. La politique de la tendance Serrati, en renforçant d'une part l'influence des réformistes, créa d'autre part le double danger de renforcer les anarchistes et les syndicalistes et d'engendrer des tendances anti-parlementaires radicales uniquement en paroles dans le Parti même.

La scission de Livourne, la formation du Parti Communiste d'Italie, la concentration de tous les éléments réellement communistes sur le terrain des décisions du 2^e Congrès de l'Internationale Communiste en un Parti communiste feront du communisme dans ce pays une force de masses, pourvu que le Parti Communiste d'Italie combatte sans relâche et sans faiblesse la politique opportuniste de serratismes et se donne ainsi la possibilité de rester lié aux masses du prolétariat dans les syndicats, dans les grèves, dans les luttes avec les organisations contre-révolutionnaires des fascistes, de fondre ensemble les mouvements de ces masses et de transformer en combats soigneusement préparés leurs actions spontanées.

En France, où le poison chauvin de la « défense nationale » et ensuite l'ivresse de la victoire ont été plus fort que partout ailleurs, la réaction contre la guerre s'est développée plus lentement que dans les autres pays. Grâce à l'influence de la Révolution russe, aux luttes révolutionnaires dans les pays capitalistes et à l'expérience des premières luttes du prolétariat français trahi par ses chefs, le Parti Socialiste a évolué, dans sa majorité, vers le communisme, avant même d'avoir été placé par le cours des événements devant les questions décisives de l'action révolutionnaire. Cette situation sera d'autant mieux et d'autant plus largement utilisée par le Parti Communiste Français qu'il liquidera plus catégoriquement dans son propre sein, surtout dans les milieux dirigeants, les survivances de l'idéologie du pacifisme nationaliste et du réformisme parlementaire. Le Parti doit, dans une mesure bien plus grande, non seulement par rapport au passé, mais encore par rapport au présent, se rapprocher des masses et de leurs couches opprimées et donner l'expression claire, complète et inflexible de leurs souffrances et de leurs besoins. Dans sa lutte parlementaire, le Parti doit rompre catégoriquement avec les formes repoussantes et pénétrées de mensonge du parlementarisme français, consciemment forgées par la bourgeoisie pour hypnotiser et intimider les représentants de la classe ouvrière. Les parlementaires français doivent s'efforcer, dans toutes leurs interventions, d'arracher le voile national-démocrate, républicain et traditionnellement révolutionnaire, et de présenter nettement toute question comme une question d'intérêt et d'impitoyable lutte de classes.

L'agitation pratique doit prendre un caractère beaucoup plus concentré, plus tendu et plus énergique. Elle ne doit pas se disperser à travers les situations et les combinaisons changeantes et va-

riables de la politique quotidienne. De tous les événements, petits ou grands, elle doit toujours tirer les mêmes conclusions fondamentales révolutionnaires et les inculquer aux masses ouvrières, même les plus arriérées. Ce n'est qu'à la condition d'observer cette attitude véritablement révolutionnaire que le Parti Communiste cessera de paraître — et d'être en réalité — une simple aile gauche de ce bloc radical longuettiste qui offre, avec une insistance et un succès de plus en plus grands, ses services à la société bourgeoise pour la protéger des ébranlements qui s'annoncent en France avec une logique inflexible. Abstraction faite de la question de savoir si ces événements révolutionnaires décisifs arriveront plus ou moins tôt, un Parti Communiste moralement éduqué, entièrement pénétré de volonté révolutionnaire, trouvera la possibilité, même dans l'époque actuelle de préparation, de mobiliser les masses ouvrières sur le terrain politique et économique et de donner à leur lutte un caractère plus clair et plus vaste.

Les tentatives faites par les éléments révolutionnaires impatients et politiquement inexpérimentés, voulant employer dans des questions et pour des buts isolés les méthodes extrêmes qui, par leur essence, constituent les méthodes du soulèvement révolutionnaire décisif du prolétariat (ainsi la proposition d'inviter la classe 19 à ne pas répondre à la mobilisation), ces tentatives peuvent, en cas d'application, réduire à néant, pour longtemps, la préparation réellement révolutionnaire du prolétariat à la conquête du pouvoir. C'est un devoir pour le Parti Communiste Français, ainsi que pour tous les partis analogues, de repousser ces méthodes extrêmement dangereuses. Mais ce devoir ne doit en aucun cas donner lieu à l'inactivité du Parti, bien au contraire.

Renforcer la liaison du Parti avec les masses, c'est avant tout le rattacher plus étroitement aux syndicats. Le but ne consiste point du tout à ce que les syndicats soient soumis mécaniquement et extérieurement au Parti et renoncent à l'autonomie découlant nécessairement du caractère de leur action : il consiste à ce que les éléments véritablement révolutionnaires réunis dans le Parti Communiste donnent, dans le cadre même des syndicats, une tendance correspondant aux intérêts communs du prolétariat, luttant pour la conquête du pouvoir.

En considération de ce fait, le Parti Communiste Français doit faire la critique, sous une forme amicale et claire, de toutes les tendances anarchistes-syndicalistes qui repoussent la dictature du prolétariat et la nécessité d'une union de son avant-garde en une organisation dirigeante, centralisée, c'est-à-dire en un Parti Communiste, ainsi que de toutes les tendances syndicalistes transitoires qui, sous le manteau de la Charte d'Amiens, élaborée huit ans avant la guerre, ne sauraient plus donner aujourd'hui une réponse claire et nette aux questions essentielles de l'époque nouvelle d'après-guerre.

La haine qui se manifeste dans le syndicalisme français contre l'esprit de caste politique est avant tout une haine bien justifiée contre les parlementaires « socialistes-traditionnels ». Mais le caractère purement révolutionnaire du Parti Communiste lui donne la possibilité de faire comprendre à tous les éléments révolutionnaires la nécessité du groupement politique dans le but de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

La fusion du groupement syndicaliste-révolutionnaire avec l'organisation communiste dans son ensemble est une condition nécessaire et indispensable de toute lutte sérieuse du prolétariat français.

L'on ne parviendra à surmonter et à écarter les tendances vers l'action prématurée et à vaincre l'imprécision de principes et le séparatisme d'organisation des syndicalistes-révolutionnaires que lorsque le Parti lui-même, comme nous l'avons dit plus haut, sera devenu, en traitant de façon vraiment révolutionnaire toute question de la vie et de la lutte quotidienne des masses ouvrières françaises, un centre d'attraction pour elles.

En *Tchéco-Slovaquie*, les masses laborieuses, au cours de ces deux ans et demi, se sont en grande partie affranchies des illusions réformistes et nationalistes. En septembre dernier, la majorité des ouvriers social-démocrates s'est séparée de ses chefs réformistes. En décembre, un million d'ouvriers environ, sur les 3 millions et demi de travailleurs industriels que compte la Tchéco-Slovaquie, s'opposa, en une action révolutionnaire de masses, au gouvernement capitaliste tchéco-slovaque. Au mois de mai de cette année, le Parti Communiste Tchéco-Slovaque s'est constitué avec environ 350.000 membres, à côté du Parti Communiste de la Bohême allemande, précédemment formé, et comptant environ 600.000 membres. Les communistes constituent ainsi une grande partie, non seulement du prolétariat de la Tchéco-Slovaquie, mais aussi de toute sa population. Le Parti Tchéco-Slovaque se trouve placé maintenant devant ce problème d'attirer, au moyen d'une agitation véritablement communiste, des masses ouvrières encore plus étendues, d'instruire des membres anciens ou nouvellement acquis, par une propagande communiste claire et sans timidité, d'unir les ouvriers de toutes les nationalités de Tchéco-Slovaquie pour former un front ininterrompu des prolétaires contre le nationalisme, cette citadelle de la bourgeoisie en Tchéco-Slovaquie, et de transformer la force ainsi créée du prolétariat au cours des combats à venir contre les tendances oppressives du capitalisme et contre le gouvernement, en une puissance invincible. Le Parti Communiste de Tchéco-Slovaquie sera d'autant plus promptement à la hauteur de cette mission qu'il saura avec clarté et décision vaincre toutes les traditions et préjugés centristes, qu'il mènera une politique éduquant révolutionnairement et concentrant les plus grandes masses du prolétariat et qu'il sera ainsi en mesure de préparer ces actions des masses et de les exécuter victorieusement. Le Congrès décide que les Partis Communistes Tchéco-Slovaque et Allemand-Bohémien doivent fusionner leurs organisations et former un Parti unique dans un délai à déterminer, par le Comité Exécutif.

Le *Parti Communiste Unifié d'Allemagne*, né de l'union du groupe Spartacus avec les masses ouvrières des Indépendants de gauche, quoique étant déjà un grand Parti de masses, a la mission immense d'augmenter son influence sur les grandes masses, de renforcer les organisations de masses prolétariennes, de conquérir les syndicats, de briser l'influence du Parti social-démocrate et de la bureaucratie syndicale et de devenir dans les luttes futures du prolétariat les chefs des mouvements de masses. Cette tâche principale du Parti exige qu'il y applique tous ses efforts d'adaptation, de propagande et d'organisation, qu'il tâche de conquérir les sympathies de la majorité du prolétariat, sans laquelle, étant donnée la puissance du capital allemand, aucune victoire du communisme n'est possible en Allemagne.

Le Parti Unifié d'Allemagne ne s'est pas encore montré à la hauteur de cette tâche, en ce qui concerne l'ampleur et le contenu de l'agitation. Il n'a pas encore su suivre avec logique la voie qu'il a

prise par sa « lettre ouverte », la voie sur laquelle s'opposent les intérêts pratiques du prolétariat à la politique traitresse des partis social-démocrates et de la bureaucratie syndicale. La presse et l'organisation du Parti portent encore trop le cachet de sociétés et non d'instruments et d'organisations de lutte. Les tendances centristes qui s'expriment encore dans ce parti et qui n'y ont pas encore été surmontées ont mené, d'une part, à cette situation que le Parti, placé devant la nécessité du combat, dut y entrer sans préparation suffisante et ne sut pas garder suffisamment la liaison morale avec les masses non communistes. Les exigences d'action qui seront bientôt imposées au Parti Communiste Unifié d'Allemagne par le processus de destruction de l'économie allemande, par l'offensive du capital contre l'existence des masses ouvrières, ne sauraient être satisfaites que si le Parti, loin d'opposer à son but d'action ses buts d'agitation et d'organisation, tient toujours éveillé l'esprit de combativité dans son organisation, donne à son agitation un caractère réellement populaire, revêt son organisation d'une forme qui la mette en mesure, en développant sa liaison avec les masses, de poser de la façon la plus soignée la situation de la lutte et de préparer non moins soigneusement cette lutte.

Les Partis de l'Internationale Communiste deviendront des Partis de masses révolutionnaires s'ils savent vaincre l'opportunisme, ses survivances et ses traditions, dans leurs propres rangs, en cherchant à se lier étroitement aux masses ouvrières combattantes, en puisant leurs buts dans les luttes pratiques du prolétariat, en repoussant au cours de ces luttes aussi bien la politique opportuniste de l'aplanissement et de l'effacement des antagonismes insurmontables que les phrases révolutionnaires qui empêchent de voir le rapport réel des forces et les véritables difficultés du combat. Les Partis Communistes sont nés de la scission des anciens Partis social-démocrates. Cette scission résulte du fait que ces partis ont trahi pendant la guerre, par une alliance avec la bourgeoisie ou par une politique hésitante cherchant à éviter toute lutte. Les principes des Partis communistes forment le seul terrain sur lequel les masses ouvrières pourraient à nouveau se réunir, car ces principes expriment les besoins de la lutte du prolétariat. Et puisqu'il en est ainsi, ce sont actuellement les partis et les tendances social-démocrates et centristes qui représentent la division et le morcellement du prolétariat, tandis que les Partis communistes constituent un élément d'union.

En Allemagne, ce sont les centristes qui se sont séparés de la majorité de leur parti, lorsque celle-ci suivit le drapeau du communisme. Par crainte de l'influence unificatrice du communisme, les social-démocrates et les Indépendants d'Allemagne, ainsi que la bureaucratie syndicale social-démocrate, refusèrent de collaborer en des actions communes avec les communistes à la défense des intérêts les plus simples du prolétariat. En Tchéco-Slovaquie, ce furent les social-démocrates qui firent sauter l'ancien parti lorsqu'ils se rendirent compte du triomphe du communisme. En France, ce furent les longuettistes qui se séparèrent de la majorité des ouvriers socialistes, tandis que le Parti Communiste s'efforça d'unir les ouvriers socialistes et syndicalistes. En Angleterre, ce furent les réformistes et les centristes qui, par crainte de leur influence, chassèrent les communistes du Labour Party et sabotèrent la concentration des ouvriers dans leur lutte contre les capitalistes. Les Partis Communistes deviendront ainsi des facteurs d'union du prolétariat dans sa lutte pour

ses intérêts, et dans la conscience de leur rôle ils amasseront de nouvelles forces.

5. — Combats et revendications partiels

Les Partis Communistes ne peuvent se développer que dans la lutte. Même les plus petits des Partis Communistes ne doivent pas se borner à la simple propagande et à l'agitation. Ils doivent constituer, dans toutes les organisations de masses du prolétariat, l'avant-garde qui montre aux masses retardataires, hésitantes, en formulant pour elles des buts concrets de combat, en les incitant à lutter pour réclamer leurs besoins vitaux, comment il faut mener la bataille, et qui, par là, leur révèle la trahison de tous les partis non communistes. C'est seulement à condition de savoir se mettre à la tête du prolétariat dans tous ses combats, et de provoquer ces combats, que les Partis Communistes peuvent gagner effectivement les grandes masses prolétariennes à la lutte pour la dictature.

Toute l'agitation et la propagande, toute l'action du Parti Communiste doivent être pénétrés de ce sentiment que, sur le terrain du capitalisme, aucune amélioration durable de la situation de la masse du prolétariat n'est possible ; que, seul, le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat capitaliste permettront de travailler à améliorer la situation de la classe ouvrière et à restaurer l'économie nationale ruinée par le capitalisme.

Mais ce sentiment ne doit pas nous faire renoncer à combattre pour les revendications vitales actuelles et immédiates du prolétariat, en attendant qu'il soit en état de les défendre par sa dictature. La social-démocratie, qui maintenant, au moment où le capitalisme n'est plus en état d'assurer aux ouvriers même une existence d'esclaves rassasiés, présente le vieux programme social-démocrate des réformes pacifiques, réformes qui doivent être réalisées par la voie pacifique sur le terrain et dans le cadre du capitalisme en faillite, cette social-démocratie trompe sciemment les masses ouvrières. Non seulement le capitalisme pendant la période de sa dislocation, n'est pas capable d'assurer aux ouvriers des conditions d'existence quelque peu humaines, mais encore les social-démocrates, les réformistes de tous les pays, prouvent chaque jour qu'ils n'ont pas la moindre intention de mener le moindre combat pour la plus modeste des revendications contenues dans leur propre programme.

Revendiquer la socialisation ou la nationalisation des plus importantes branches d'industrie, comme le font les partis centristes, c'est encore tromper les masses populaires. Les centristes n'ont pas seulement induit les masses en erreur en cherchant à les persuader que la socialisation peut arracher des mains du capital les principales branches d'industries sans que la bourgeoisie soit vaincue : ils cherchent encore à détourner les ouvriers de la lutte vitale réelle pour leurs besoins les plus immédiats en leur faisant espérer une mainmise progressive sur les diverses industries les unes après les autres, après quoi commencera la construction « systématique » de l'édifice économique. Ils reviennent ainsi au programme minimum de la social-démocratie, c'est-à-dire à la réforme du capitalisme, qui est aujourd'hui une véritable duperie contre-révolutionnaire.

Si dans ce programme de nationalisation, par exemple de l'industrie du charbon, joue encore un rôle l'idée lassallienne de fixer toutes les énergies du prolétariat sur une revendication unique pour en faire un levier d'action révolutionnaire

conduisant par son développement à la lutte pour le pouvoir, dans ce cas nous avons affaire à une réverie de songe-creux : la classe ouvrière souffre aujourd'hui, dans tous les Etats capitalistes, de fléaux si nombreux et si effroyables qu'il est impossible de combattre toutes ces charges écrasantes et ses coups en poursuivant un objet trop subtil, tout à fait imaginaire. Il faut au contraire prendre chaque besoin des masses comme point de départ de luttes révolutionnaires qui, dans leur ensemble seulement, pourront constituer le courant puissant de la révolution sociale. Les Partis Communistes ne mettent en avant pour ce combat aucun programme minimum tendant à fortifier et à améliorer l'édifice vacillant du capitalisme. La ruine de cet édifice reste leur but directeur, leur tâche actuelle. Mais, pour remplir cette tâche, les Partis Communistes doivent émettre des revendications dont la réalisation constitue une nécessité immédiate et urgente pour la classe ouvrière, et ils doivent défendre ces revendications dans la lutte des masses sans s'inquiéter de savoir si elles sont compatibles ou non avec l'exploitation usuaire de la classe capitaliste.

Les Partis Communistes doivent prendre en considération non pas les capacités d'existence et de concurrence de l'industrie capitaliste, non pas la force de résistance des finances capitalistes, mais l'étendue de la misère que le prolétariat ne peut pas et ne doit pas supporter. Si ces revendications répondent aux besoins vitaux des larges masses prolétariennes, si ces masses sont pénétrées du sentiment que, sans la réalisation de ces revendications, leur existence est impossible, alors la lutte pour ces revendications deviendra le point de départ de la lutte pour le pouvoir. A la place du programme minimum des réformistes et des centristes, l'Internationale Communiste met la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui, dans leur ensemble, démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent les étapes de la lutte pour la dictature prolétarienne, et dont chacune, en particulier, donne son expression à un besoin des larges masses, même si ces masses ne se placent pas encore consciemment sur le terrain de la dictature du prolétariat.

Dans la mesure où la lutte pour ces revendications embrasse et mobilise des masses de plus en plus grandes, dans la mesure où cette lutte oppose les besoins vitaux des masses aux besoins vitaux de la société capitaliste, la classe ouvrière prendra conscience de cette vérité que, si elle veut vivre, le capitalisme doit mourir. Cette constatation fera naître en elle la volonté de combattre pour la dictature. C'est la tâche des Partis Communistes d'élargir les luttes qui se développent au nom de ces revendications concrètes, de les approfondir et de les relier entre elles. Toute action partielle entreprise par les masses ouvrières pour des revendications partielles, toute grève économique sérieuse, provoquent immédiatement la mobilisation de toute la bourgeoisie pour protéger ceux des entrepreneurs qui sont menacés, et pour rendre impossible toute victoire, ne fût-ce que partielle, du prolétariat. (Secours technique des briseurs de grèves bourgeois pendant la grève des cheminots anglais, fascistes.) La bourgeoisie mobilise également tout le mécanisme de l'Etat pour combattre les ouvriers (militarisation des ouvriers en Pologne, lois d'exception pendant la grève des mineurs en Angleterre). Les ouvriers qui luttent pour leurs revendications partielles sont entraînés automatiquement à combattre toute la bourgeoisie et son appareil d'Etat. Dans la mesure où les luttes pour des revendications partielles, où les luttes partiel-

les des divers groupes d'ouvriers grandissent en une lutte générale de la classe ouvrière contre le capitalisme, le Parti Communiste a le devoir de proposer des mots d'ordre plus élevés et plus généraux, jusques et y compris celui du renversement direct de l'adversaire.

En établissant leurs revendications partielles, les Partis Communistes doivent veiller à ce que ces revendications, ayant leur attache dans les besoins des larges masses, ne se bornent pas à entraîner ces masses dans la lutte, mais par elles-mêmes soient de nature à les organiser.

Tous les mots d'ordre concrets ayant leur source dans les besoins économiques des masses ouvrières doivent être introduits dans le plan de la lutte pour le contrôle ouvrier, qui ne sera pas un système d'organisation bureaucratique de l'économie nationale sous le régime du capitalisme, mais la lutte contre le capitalisme, menée par les soviets industriels et les syndicats révolutionnaires. Ce n'est que par la construction d'organisations industrielles de cette sorte, ce n'est que par leur liaison en branches d'industries et en centres industriels que la lutte des masses ouvrières pourra acquérir une unité organique, qu'opposition pourra être faite à la division des masses par la social-démocratie et par les chefs syndicaux. Les soviets industriels accompliront cette tâche seulement s'ils prennent naissance dans la lutte pour des buts économiques communs aux plus larges masses des ouvriers, seulement s'ils créent la liaison entre toutes les parties révolutionnaires du prolétariat : le Parti Communiste, les ouvriers révolutionnaires et les syndicats en voie de développement révolutionnaire.

Toute objection contre l'élévation de revendications partielles de ce genre, toute accusation de réformisme, sous prétexte de ces luttes partielles, découlent de cette même incapacité à comprendre les conditions vivantes de l'action révolutionnaire qui s'est manifestée déjà dans l'opposition de certains groupes communistes à la participation aux syndicats et à l'utilisation du parlementarisme. Il ne s'agit point de se borner à prêcher toujours au prolétariat les buts finaux, mais de faire progresser une lutte concrète, qui seule peut le conduire à lutter pour ces buts finaux. A quel point les objections contre les revendications partielles sont dénuées de base et étrangères aux exigences de la vie révolutionnaire, cela ressort surtout du fait que même les petites organisations fondées par les communistes dits de gauche, comme asiles de la pure doctrine, ont été obligées de mettre en avant des revendications partielles quand elles ont voulu essayer d'entraîner dans la lutte des masses ouvrières plus nombreuses que celles qui se groupent autour d'elles ou quand elles veulent prendre part aux luttes des grandes masses populaires pour pouvoir y exercer leur influence.

La nature révolutionnaire de l'époque actuelle consiste précisément en ceci que les conditions d'existence les plus modestes des masses ouvrières sont incompatibles avec l'existence de la société capitaliste et que, pour cette raison, la lutte même pour les revendications les plus modestes prend les proportions d'une lutte pour le communisme.

Tandis que les capitalistes profitent de l'armée toujours croissante des sans-travail pour exercer une pression sur le travail organisé en vue d'une réduction des salaires, les social-démocrates, les Indépendants et les chefs officiels des syndicats se détournent lâchement des sans-travail, les considèrent simplement comme sujets de la bienfaisance gouvernementale et syndicale et les caractérisent politiquement comme un Lumpen prolétariat, ces communistes doivent se rendre compte

que, dans les conditions actuelles, l'armée des sans-travail constitue un facteur révolutionnaire d'une valeur colossale. La direction de cette armée doit être prise par les communistes. Par la pression exercée par les sans-travail sur les syndicats, les communistes doivent hâter le renouvellement de l'influence des chefs traitres. Le Parti Communiste, en unissant les sans-travail à l'avant-garde du prolétariat dans la lutte pour la révolution socialiste, retiendra les éléments les plus révolutionnaires et les plus impatients des sans-travail d'actes désespérés isolés et rendra capable toute la masse d'appuyer, dans des conditions favorables, l'attaque commencée par un groupe de prolétaires, de développer ce conflit au delà des cadres donnés, d'en faire le point de départ d'une offensive décidée ; en un mot, il transformera toute cette masse et, d'une armée de réserve de l'industrie, il en fera une armée active de la révolution.

En prenant avec la plus grande énergie la défense de cette catégorie d'ouvriers, en descendant dans les profondeurs de la classe ouvrière, les Partis Communistes ne représentent pas les intérêts d'une couche ouvrière contre une autre : ils représentent ainsi l'intérêt commun de la classe ouvrière, trahie par les chefs contre-révolutionnaires, au profit des intérêts momentanés de l'aristocratie ouvrière : plus large est la couche des sans-travail et des travailleurs à temps réduit, et plus son intérêt se transforme en l'intérêt commun de la classe ouvrière, plus les intérêts passagers de l'aristocratie ouvrière doivent être subordonnés à ces intérêts communs. Le point de vue qui s'appuie sur les intérêts de l'aristocratie ouvrière, pour les retourner comme une arme contre les sans-travail ou pour abandonner ces derniers à leur sort, déchire la classe ouvrière et est, en fait, contre-révolutionnaire. Le Parti Communiste, comme représentant de l'intérêt général de la classe ouvrière, ne saurait se borner à reconnaître et à faire valoir, par la propagande, cet intérêt commun. Il ne peut représenter efficacement cet intérêt général qu'en menant dans certaines circonstances le gros même de la masse ouvrière la plus opprimée et la plus appauvrie au combat contre la résistance de l'aristocratie ouvrière.

6. — La préparation de la lutte

Le caractère de la période de transition fait un devoir à tous les Partis Communistes d'élever au plus haut point leur esprit de combativité. Chaque combat isolé peut aboutir à un combat pour le pouvoir. Le Parti ne peut acquiescer ce mordant nécessaire que s'il donne à l'ensemble de sa propagande le caractère d'une attaque passionnée contre la société capitaliste, s'il sait, dans cette agitation, se lier aux plus larges masses du peuple, s'il sait leur parler de façon qu'elles puissent acquiescer la conviction d'être sous la direction d'une avant-garde luttant effectivement pour le pouvoir. Les organes et les manifestes du Parti Communiste ne doivent pas être des publications académiques qui cherchent à prouver théoriquement la justesse du communisme : ils doivent être des cris d'appel à la révolution prolétarienne. L'action des communistes dans les Parlements ne doit pas tendre à discuter avec l'ennemi ou à le persuader, mais à le démasquer sans réserve et sans merci, à démasquer les agents de la bourgeoisie, à secouer la volonté de combat des masses ouvrières et à amener les couches petites-bourgeoises semi-prolétariennes du peuple à se joindre au prolétariat. Notre travail d'organisation dans les syndicats, comme dans les Partis, ne doit pas viser à une construction mécanique, à une augmentation numérique de nos rangs : il doit être pénétré

du sentiment des luttes prochaines. Ce n'est que lorsque le Parti, dans toutes ses manifestations de vie et dans toutes ses formes d'organisation, sera la volonté de combat faite corps, qu'il sera en mesure d'accomplir sa mission dans les moments où les conditions nécessaires à de plus grandes actions combatives seront réunies.

Là où le Parti Communiste représente une force massive, où son influence s'étend, au delà des cadres de ses organisations propres de parti, sur les larges masses ouvrières, il a le devoir d'inciter par l'action les masses ouvrières au combat. De grands partis de masses ne sauraient se contenter de critiquer la carence d'autres partis et d'opposer les revendications communistes aux leurs. C'est sur eux, en tant que partis des masses, que repose la responsabilité du développement de la révolution. Là où la situation des masses ouvrières devient de plus en plus intolérable, les Partis Communistes doivent tout essayer pour porter les masses ouvrières à défendre leurs intérêts par la lutte. En présence de ce fait qu'en Europe occidentale et en Amérique, où les masses ouvrières sont organisées en syndicats et en partis politiques, où par conséquent on ne saurait compter jusqu'à nouvel ordre sur les mouvements spontanés que dans des cas très rares, les Partis Communistes ont le devoir, en usant de toute leur influence dans les syndicats, en augmentant leur pression sur les autres partis qui s'appuient sur les masses ouvrières, de chercher à obtenir un déclanchement général du combat pour les intérêts immédiats du prolétariat, et si les partis non communistes sont contraints de participer à ce combat, la tâche des communistes consiste à préparer d'avance les masses ouvrières à une trahison possible de la part des partis non communistes pendant l'une des phases ultérieures du combat, à tendre le plus possible la situation et à l'aggraver afin d'être capables de continuer le combat, le cas échéant, sans les autres partis (voir la lettre ouverte du V.K.P.D., qui peut servir de point de départ exemplaire pour d'autres actions). Si la pression du Parti Communiste dans les syndicats et dans la presse ne suffit pas pour entraîner le prolétariat au combat sur un front unique, c'est alors le devoir du Parti Communiste d'essayer d'entraîner tout seul de grandes fractions des masses ouvrières. Cette politique indépendante consistant à faire défendre les intérêts vitaux du prolétariat par sa fraction la plus consciente et la plus active ne sera couronnée de succès, ne réussira à secouer les masses retardataires que si les buts du combat découlant de la situation concrète, sont compréhensibles aux larges masses, et si ces masses voient dans ces buts leurs buts propres, tout en n'étant pas encore capables de combattre pour eux.

Le Parti Communiste ne doit cependant pas se borner à défendre le prolétariat contre les dangers qui le menacent, à parer les coups destinés aux masses ouvrières. Le Parti Communiste est, dans la période de la révolution mondiale, de par son essence même, un parti d'attaque, un parti d'assaut contre la société capitaliste ; il a pour devoir, dès qu'une lutte défensive prend contre la société capitaliste, de la profondeur et de l'ampleur, de l'agrandir en une offensive. Le Parti a de plus le devoir de tout faire pour conduire d'emblée les masses ouvrières à cette offensive, là où les conditions favorables sont données.

Celui qui s'oppose en principe à la politique de l'offensive contre la société capitaliste viole les directives du communisme.

Ces conditions consistent premièrement dans l'exaspération des combats dans le camp de la bourgeoisie elle-même, dans le cadre national et international. Si les luttes intestines au sein de la bourgeoisie ont pris une proportion telle qu'on peut prévoir que la classe ouvrière aura affaire à des forces adverses fractionnées et coupées, le parti doit prendre l'initiative, après une minutieuse préparation dans le domaine politique et si possible dans celui de l'organisation intérieure, de conduire les masses au combat.

La deuxième condition pour des sorties, des attaques offensives sur un large front, c'est la grande fermentation existant dans les catégories déterminantes de la classe ouvrière, fermentation qui permet de prévoir que la classe ouvrière sera prête à lutter sur tout le front contre le gouvernement capitaliste. S'il est indispensable, lorsque le mouvement s'accroît en étendue, d'accentuer les motifs d'ordre de combat, c'est également un devoir pour les directeurs communistes du combat, au cas où le mouvement prendrait une allure rétrograde, de retirer de la bataille les masses combattantes avec le maximum d'ordre et de cohésion.

La question de savoir si le Parti Communiste doit employer l'offensive ou la défensive dépend des circonstances concrètes. L'essentiel est qu'il soit pénétré d'un esprit combatif, qu'il triomphe de cette passivité centrisme, qui fait nécessairement échouer même la propagande du parti dans la routine semi-réformiste. Cette disposition constante au combat, doit constituer la caractéristique des grands Partis Communistes, non seulement parce que sur eux, en tant que partis de masses, repose la charge du combat, mais encore en raison de l'ensemble de la situation actuelle : désagrégation du capitalisme et paupérisation croissante des masses. Il faut réduire cette période de désagrégation, si l'on ne veut pas que toutes les bases matérielles du communisme soient anéanties et que toute l'énergie des masses ouvrières soit détruite, pendant cette période.

7. — Les enseignements de l'action de mars

L'action de mars fut une lutte imposée au Parti Communiste unifié d'Allemagne par l'attaque du gouvernement contre le prolétariat de l'Allemagne centrale.

Au cours de ce premier grand combat que le Parti Communiste unifié eut à soutenir après sa formation, il commit une série de fautes dont la principale consista en ce que, au lieu de faire clairement ressortir le caractère défensif de cette lutte — par son cri d'offensive il fournit aux ennemis sans scrupules du prolétariat, à la bourgeoisie, au parti social-démocrate et au parti indépendant un prétexte pour dénoncer le parti unifié au prolétariat comme un fauteur de putsch. Cette faute fut encore exagérée par un certain nombre de camarades du parti, représentant l'offensive comme la méthode essentielle de lutte du Parti Communiste unifié d'Allemagne dans la situation actuelle. Les organes officiels du parti, comme son président, le camarade Brandler, se sont déjà élevés contre ces fautes.

Le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste considère l'action de mars du Parti Communiste unifié d'Allemagne comme un pas en avant. Le Congrès est d'avis que le Parti Communiste unifié sera d'autant plus en mesure d'exécuter avec succès ses actions de masses qu'il saura mieux adapter à l'avenir ses mots d'ordre de combat à la

situation réelle, qu'il étudiera plus soigneusement cette situation et qu'il agira avec plus d'unité.

Le Parti Communiste unifié d'Allemagne, dans l'intérêt d'une appréciation minutieuse des possibilités de lutte devra prendre attentivement en considération les faits et les réflexions et peser soigneusement le bien-fondé des opinions qui indiquent les difficultés de l'action. Mais dès l'instant où une action a été décidée par les autorités du parti, tous les camarades doivent se soumettre aux décisions du Parti et exécuter ces actions. La critique de ces actions ne peut commencer qu'après qu'elles sont terminées et elle ne doit être exercée qu'à l'intérieur du Parti et de ses organes et en prenant en considération la situation dans laquelle se trouve le Parti par rapport à l'ennemi de classe.

Du fait que Lévi a méconnu ces exigences évidentes de la discipline et les conditions posées à la critique du Parti, le Congrès approuve, son exclusion du Parti et considère comme inadmissible toute collaboration politique des membres de l'Internationale Communiste avec lui.

8. — Formes et méthodes du combat direct

Les formes et méthodes du combat, ses proportions, de même que la question de l'offensive ou de la défensive, dépendent de certaines conditions que l'on ne saurait arbitrairement créer. Les expériences précédentes de la révolution ont montré différentes formes d'actions partielles :

1° Actions partielles de couches isolées du prolétariat (action des mineurs, des cheminots, etc., en Allemagne, en Angleterre, des ouvriers agricoles, etc...);

2° Actions partielles de l'ensemble des ouvriers pour des buts limités (l'action pendant les journées de Kapp, l'action des mineurs anglais contre l'intervention militaire du gouvernement anglais pendant la guerre russo-polonaise).

Au point de vue territorial, ces luttes partielles peuvent embrasser des régions isolées, des pays entiers ou plusieurs pays à la fois.

L'action de mars fut une lutte héroïque menée par des centaines de milliers de prolétaires contre la bourgeoisie. Et en se mettant vigoureusement à la tête de la défense des ouvriers de l'Allemagne centrale, le Parti Communiste unifié d'Allemagne prouve qu'il est réellement le parti du prolétariat révolutionnaire allemand.

Toutes ces formes de combat sont destinées au cours de la révolution dans chaque pays à se succéder les unes aux autres à plusieurs reprises. Le Parti Communiste ne peut évidemment pas se refuser à des actions partielles territorialement limitées, mais ses efforts doivent tendre à transformer tout combat local plus important en une lutte générale du prolétariat. De même qu'il a le devoir, pour défendre les ouvriers combattants d'une branche d'industrie, d'appeler à la rescousse, si possible la classe ouvrière tout entière, de même il est obligé, pour défendre les ouvriers combattant sur un point donné, de mettre sur pied, autant que possible, les ouvriers des autres centres industriels. L'expérience de la révolution montre que plus le champ de bataille est grand, et plus grandes sont les perspectives de victoire. La bourgeoisie dans sa lutte contre la révolution mondiale qui se développe, s'appuie d'une part sur les organisations de gardes blancs, d'autre part sur l'émiettement effectif de la classe ouvrière, sur la lenteur réelle à se former du front prolétarien. Plus grandes sont les masses du prolétariat qui entrent dans la lice, plus grand est le champ de bataille — et plus l'ennemi devra diviser et dissé-

miner ses forces. Même si les autres parties de la classe ouvrière accourant au secours d'une partie du prolétariat en mauvaise posture ne sont pas capables pour le moment d'engager tout l'ensemble de leurs forces pour la soutenir, leur seule intervention oblige les capitalistes à diviser leurs forces militaires, car ils ne peuvent pas savoir quelle étendue et quel mordant prendra la participation au combat du reste du prolétariat.

Au cours de l'année passée, pendant laquelle nous remarquons une offensive de plus en plus arrogante du capital contre le travail, nous voyons en même temps dans tous les pays la bourgeoisie, non contente du travail, de ses organes politiques, créer des organisations de gardes blancs, légales ou semi-légales, mais toujours sous la protection de l'État et qui jouent un rôle déterminant dans tout grand choc économique et politique.

En Allemagne c'est l'Orgesch soutenue par le gouvernement et comprenant les partis de toutes nuances depuis Stinnes jusqu'à Scheidemann.

En Italie ce sont les fascistes, dont les prouesses héroïques de bandits ont modifié l'état d'esprit de la bourgeoisie et créé l'illusion d'une transformation complète du rapport entre les forces politiques.

En Angleterre, le gouvernement de Lloyd George, pour s'opposer au danger gréviste, s'adressa aux volontaires, dont la tâche consiste à « protéger la propriété et la liberté du travail », tantôt par le remplacement des grévistes et tantôt par la destruction de leurs organisations.

En France le journal semi-officiel le *Temps*, inspiré par la clique Millerand, mène une propagande énergique en faveur du développement des « ligues civiques » déjà existantes et de l'implantation des méthodes fascistes sur le sol français.

Les organisations de briseurs de grèves et d'assassins qui ont de tout temps complété le régime de liberté américaine ont eu un organe dirigeant sous la forme de la légion américaine qui subsiste après la guerre.

La bourgeoisie qui compte sur sa force et qui se vante de sa solidarité sait parfaitement, dans la personne de ses gouvernants, qu'elle n'obtient ainsi qu'un moment de répit et que dans les conditions actuelles toute grande grève a tendance à se transformer en guerre civile et en lutte immédiate pour le pouvoir.

Dans la lutte du prolétariat contre l'offensive du capital, c'est le devoir des communistes non seulement de prendre les premières places et d'instruire les combattants à comprendre les buts essentiels à réaliser par la révolution, mais encore de s'appuyer sur les éléments les meilleurs et les plus actifs dans les entreprises et les syndicats pour créer leur propre troupe ouvrière et leurs propres organisations de combat pour opposer résistance aux fascistes et faire perdre à la jeunesse dorée de la bourgeoisie l'habitude d'insulter les grévistes.

En raison de l'importance exceptionnelle des troupes d'attaque contre-révolutionnaires, le Parti Communiste, les noyaux communistes dans les syndicats, doivent attacher la plus grande attention à la question du service de liaison et d'instruction, de la surveillance constante à exercer sur les organes de lutte, sur les forces des gardes blancs, états-majors, ses dépôts d'armes, la liaison de ses cadres avec la police, avec la presse et les partis politiques, et de la préparation préalable de toutes les particularités nécessaires de la défense et de la contre-attaque.

Le Parti Communiste doit de cette façon inciter aux plus larges touches du prolétariat, par

le fait et par la parole, l'idée que tout conflit économique ou politique peut, en cas d'un concours favorable de circonstances, se transformer, en guerre civile, au cours de laquelle ce sera la tâche du prolétariat de s'emparer du pouvoir politique.

Le Parti Communiste, en présence des actes de terreur blanche et de la rage de l'ignoble caricature de justice des blancs, doit maintenir constamment dans le prolétariat cette idée qu'il ne doit pas, au moment du soulèvement, se laisser tromper par les appels de l'adversaire à la douceur, mais, au contraire, par des actes de juridiction populaire organisée, fournir une expression à la justice prolétarienne et régler ses comptes avec les bourreaux de sa classe. Mais dans les moments où le prolétariat n'est encore qu'au début de la tâche, quand il s'agit encore de le mobiliser par l'agitation, par les campagnes politiques, par les grèves, l'usage des armes et les actes de sabotage ne sont utiles que lorsqu'ils servent à empêcher des transports de troupes contre les masses prolétariennes combattantes ou à arracher à l'adversaire une position importante dans la lutte directe. Des actes de terrorisme individuel, quoiqu'ils doivent être grandement appréciés comme preuve, comme symptôme de l'élément révolutionnaire, et si défendables qu'ils soient en regard de la loi du lynch de la bourgeoisie et de ses laquais social-démocrates, ne sont cependant susceptibles en aucune façon d'élever le degré d'organisation et les dispositions combattives du prolétariat, car ils éveillent dans les masses l'illusion que des actes héroïques isolés peuvent suppléer à la lutte révolutionnaire du prolétariat.

9. — L'attitude à l'égard des couches moyennes du Prolétariat

En Europe occidentale il n'y a aucune autre grande classe qui, en dehors du prolétariat, puisse être un facteur déterminant de la révolution mondiale, comme ce fut le cas en Russie, où la classe paysanne était destinée d'avance, grâce à la guerre et au manque de terre, à être un facteur décisif dans le combat révolutionnaire, à côté de la classe ouvrière.

Mais en Europe occidentale il y a des parties des paysans, de grandes fractions de la petite bourgeoisie urbaine, une large couche de ce nouveau Tiers-Etat, comprenant les employés, etc... qui sont placées dans des conditions d'existence de plus en plus intolérables. Sous la pression du renchérissement de la vie, de la crise du logement, de l'incertitude de leur situation, ces masses entrent dans une fermentation qui les fait sortir de leur inactivité politique et les entraîne dans le combat entre la révolution et la contre-révolution. La banqueroute de l'impérialisme dans les Etats vaincus, la banqueroute du pacifisme et des tendances social-réformistes dans le camp de la contre-révolution déclarée, dans les pays victorieux poussent une partie de ces couches moyennes dans celui de la révolution. Le Parti Communiste doit accorder à ces couches son attention de tous les instants.

Conquérir le petit paysan aux idées du communisme, conquérir et organiser l'ouvrier agricole, voilà une des conditions préalables les plus essentielles pour la victoire de la dictature prolétarienne, car elle permet de transporter la révolution des centres industriels dans les campagnes et crée pour elle les points d'appui les plus importants pour résoudre la question du ravitaillement, qui est la question vitale de la révolution.

La conquête de cercles assez vastes d'employés du commerce et de l'industrie, de fonctionnaires inférieurs et moyens et d'intellectuels faciliterait à la dictature du prolétariat, pendant l'époque de transition entre le capitalisme et le communisme, la solution des questions de technique, et d'organisation de l'industrie, d'administration économique et politique. Elle porterait le désarroi dans les rangs de l'ennemi et ferait cesser l'isolement du prolétariat dans l'opinion publique.

Les Partis Communistes doivent surveiller de la manière la plus attentive la fermentation des couches petites-bourgeoises ; ils doivent utiliser ces couches de la manière la plus appropriée, même si elles ne sont pas encore affranchies des illusions petites-bourgeoises. Ils doivent incorporer les fractions des intellectuels et des employés affranchis de ces illusions au front prolétarien et les faire servir à l'entraînement des masses petites-bourgeoises en fermentation.

La ruine économique et l'ébranlement des finances publiques qui en est résulté contraignent la bourgeoisie elle-même à livrer la base de son propre appareil gouvernemental, les fonctionnaires inférieurs et moyens, à une paupérisation croissante. Les mouvements économiques qui se produisent dans ces couches atteignent directement la charpente de l'Etat bourgeois, et même, si celui-ci est raffermi chaque fois pour un temps, il sera non moins impossible à l'Etat bourgeois de maintenir longtemps ce fondement de son organisation, qu'il est impossible au capital d'assurer l'existence matérielle du salariat tout en maintenant son système d'exploitation. En prenant la défense des besoins économiques des fonctionnaires moyens et inférieurs avec toute leur force d'action et sans égards pour l'état des finances publiques, les Partis Communistes accomplissent le travail préliminaire efficace pour la destruction des institutions gouvernementales bourgeoises et préparent les éléments de l'édifice gouvernemental prolétarien.

10. — La coordination internationale de l'action

Pour que toutes les forces de l'Internationale Communiste puissent être mises en œuvre afin de rompre le front de la contre-révolution internationale, pour hâter la victoire de la révolution, il faut s'efforcer, avec la dernière énergie, de donner à la lutte révolutionnaire une direction internationale unique.

L'Internationale Communiste impose à tous les Partis Communistes le devoir de se prêter réciproquement, au combat, l'appui le plus énergique. Les luttes économiques qui se développent exigent, partout où cela est possible, l'intervention du prolétariat des autres pays. Les communistes doivent agir dans les syndicaux pour que ces derniers empêchent, par tous les moyens, non seulement l'introduction de briseurs de grèves, mais aussi boycottent l'exportation pour les pays dans lesquels une partie importante du prolétariat est en lutte. Dans les cas où les gouvernants capitalistes d'un pays prennent des mesures de violence contre un autre pays pour le piller ou le subjuguier, c'est le devoir des Partis Communistes de ne point se contenter de protestations, mais de faire tout pour empêcher l'expédition de brigandage de leur gouvernement.

Le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste félicite les Communistes français de leurs manifestations comme d'un commencement d'accentuation de leur action contre le rôle contre-révolutionnaire rapace du capital français. Il leur rap-

pelle leur devoir de travailler de toutes leurs forces pour que les soldats français des pays occupés apprennent à comprendre leur rôle de bourgeois au service du capital français et à se soulever contre la mission honteuse qui leur est attribuée. C'est la tâche du Parti Communiste Français de faire entrer dans la conscience du peuple français qu'en tolérant la formation d'une armée d'occupation française, imbue d'esprit nationaliste, il nourrit son propre ennemi. Dans les régions occupées, des troupes sont exercées, qui ensuite seront prêtes à noyer dans le sang le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière française. La présence des troupes noires sur le sol de la France et des régions occupées impose au Parti Communiste Français des tâches particulières. Cette présence donne au Parti Français la possibilité d'atteindre ces esclaves coloniaux, de leur expliquer qu'ils servent leurs exploiters et leurs bourgeois et de les inciter à la lutte contre le régime des colonisateurs, et de se mettre, par leur intermédiaire, en rapports avec les populations des colonies françaises.

Le Parti Communiste Allemand doit, par son action, faire comprendre au prolétariat allemand qu'aucune lutte n'est possible contre son exploitation par le Capital Ententiste sans renverser le gouvernement capitaliste allemand qui, malgré ses criailleries contre l'Entente, se constitue l'huissier et l'exécuteur du capital de l'Entente. Ce n'est qu'en prouvant par une lutte violente et sans réserves contre le gouvernement allemand qu'il ne cherche pas une issue pour l'impérialisme allemand en banqueroute, mais qu'il s'applique à déblayer le terrain des ruines de l'impérialisme allemand que le V. K. P. D. sera en état d'augmenter dans les masses prolétariennes de France la volonté de lutte contre l'impérialisme français.

L'Internationale Communiste, qui a dénoncé au prolétariat international les prétentions du capital de l'Entente aux réparations de guerre comme une campagne de pillage contre les masses laborieuses des pays vaincus, qui flétrit les tentatives des longuetistes et des Indépendants allemands pour donner une certaine forme à ce pillage, qui est pour le moins très douloureux pour les masses ouvrières, qui les flétrit comme une lâche capitulation devant les requins de la Bourse de l'Entente, l'Internationale Communiste montre en même temps au prolétariat français et allemand la seule voie menant à la reconstruction des régions détruites, à l'indemnisation des veuves et des orphelins, en invitant les prolétaires des deux pays à la lutte commune contre leurs exploiters.

La classe ouvrière allemande ne peut aider le prolétariat russe dans sa lutte difficile que si, par sa lutte victorieuse, elle hâte l'union de la Russie agricole avec l'Allemagne industrielle.

C'est le devoir des Partis Communistes de tous les pays dont les troupes participent à l'asservissement et au dépècement de la Turquie de mettre en œuvre tous les moyens pour révolutionner ces troupes.

Les Partis Communistes des pays balkaniques ont le devoir de tendre toutes les forces des masses qu'ils encadrent, de maîtriser le nationalisme par la création d'une confédération balkanique communiste, de ne rien omettre pour rapprocher le moment de leur victoire. Le triomphe des Partis Communistes en Bulgarie et en Serbie, qui amènera la chute de l'ignoble régime de Horty et la liquidation de la féodalité des boyards roumains étendra dans la plupart des pays voisins développés la base agricole nécessaire à la révolution italienne.

Soutenir sans réserves la Russie des Soviets demeure, comme précédemment, le devoir dominant des communistes de tous les pays. Ils ne doivent pas seulement s'élever de la manière la plus énergique contre toute attaque contre la Russie Soviétiste ; ils doivent encore s'employer avec toute leur énergie à supprimer les obstacles que les Etats capitalistes mettent aux rapports de la Russie Soviétiste avec le marché mondial et avec tous les peuples. Il faut que la Russie Soviétiste réussisse à rétablir sa situation économique, à atténuer l'immense misère causée par trois ans de guerre impérialiste et trois ans de guerre civile ; il faut qu'elle réussisse à relever la capacité de travail de ses masses populaires pour qu'elle soit en état d'aider à l'avenir les Etats prolétariens victorieux de l'Occident en leur fournissant des vivres et des matières premières et de les protéger contre l'étranglement par le capital américain.

Ce n'est pas seulement en des manifestations à l'occasion d'événements particuliers, mais en un perfectionnement de la liaison internationale entre les communistes dans leur lutte commune constante sur un front ininterrompu que consiste le rôle en politique universelle de l'Internationale Communiste. Sur quel secteur de ce front aura lieu la percée victorieuse du prolétariat ? Sera-ce dans l'Allemagne capitaliste avec son prolétariat soumis à une oppression extrême de la bourgeoisie allemande et ententiste et placé devant l'alternative de mourir ou de vaincre ? Sera-ce dans les pays agricoles du sud-est, ou bien en Italie, où la démolition de la bourgeoisie est si avancée ? Cela ne peut être dit d'avance. C'est donc le devoir de l'Internationale Communiste d'intensifier à l'extrême l'effort sur tous les secteurs du front mondial du prolétariat, et c'est le devoir des Partis Communistes de tout faire pour appuyer les luttes décisives de chaque section de l'Internationale Communiste de tous les moyens à leur disposition. Cette liaison doit se marquer avant tout en ceci que, lorsqu'une grande crise commence dans un pays, les autres, les Partis Communistes, s'efforcent d'aiguiser et de faire déborder tous les conflits intérieurs.

11. — L'écroulement des Internationales 2 et 2 et demie

La troisième année d'existence de l'Internationale Communiste a été témoin d'une chute plus complète des Partis social-démocrates et des leaders syndicaux réformistes, qui ont été démasqués et mis à nu.

Mais cette année a vu aussi leur tentative pour se grouper en une organisation et pour prendre l'offensive contre l'Internationale Communiste.

En Angleterre, les chefs du Labour Party et des trade-unions ont montré, pendant la grève des mineurs, que leur but ne consiste en rien d'autre qu'à bouleverser consciemment le front prolétarien en formation et à défendre consciemment les capitalistes contre les ouvriers. L'écroulement de la Triple-Alliance fournit la preuve que les leaders syndicaux réformistes ne sont même pas disposés à lutter pour l'amélioration du sort du prolétariat dans le cadre du capitalisme.

En Allemagne le parti social-démocrate sorti du gouvernement, a prouvé qu'il est incapable de mener même une opposition de propagande, telle que l'avait faite l'ancienne social-démocratie d'avant la guerre. A chaque geste d'opposition, ce parti était préoccupé uniquement de ne déchaîner

aucun combat de la classe ouvrière. Bien que se trouvant soi-disant dans l'opposition dans le Reich, le parti social-démocrate a organisé en Prusse l'expédition des gardes blancs contre les mineurs de l'Allemagne centrale, afin de les provoquer à la lutte armée, ainsi qu'il l'a avoué lui-même, avant que les rangs communistes fussent en ordre pour le combat. Devant la capitulation de la bourgeoisie allemande devant l'Entente, devant ce fait évident que cette bourgeoisie ne saurait exécuter les conditions dictées par l'Entente qu'en rendant l'existence du prolétariat allemand complètement intolérable, la social-démocratie allemande est rentrée dans le gouvernement pour aider la bourgeoisie à transformer le prolétariat allemand en troupeau d'ânes.

En Tchéco-Slovaquie, la social-démocratie mobilise l'armée et la police pour arracher aux ouvriers communistes la possession de leurs maisons et de leurs institutions.

Le parti socialiste polonais aide par sa tactique mensongère Pilsudski à organiser son expédition de brigandage contre la Russie soviétiste. Il aide son gouvernement à jeter dans les prisons des milliers de communistes en cherchant à les chasser des syndicats, où malgré toutes les persécutions ils réunissent autour d'eux des masses de plus en plus grandes.

Les social-démocrates belges restent dans un gouvernement qui prend part à la réduction complète en esclavage du peuple allemand.

Les partis et les groupes centristes de l'Internationale 2 1/2 ne se montrent pas moins hideux que les partis de la contre-révolution.

Les indépendants d'Allemagne repoussent brutalement l'invitation du Parti Communiste à mener en commun la lutte contre l'aggravation du sort de la classe ouvrière, malgré les divergences de principe. Au cours des journées de mars, ils ont pris délibérément le parti du gouvernement des gardes blancs contre les ouvriers de l'Allemagne centrale pour ensuite, après avoir aidé à la victoire de la terreur blanche, après avoir dénoncé à l'opinion publique bourgeoise les rangs avancés du prolétariat comme un prolétariat de voleurs et de brigands, se lamenter hypocritement sur cette même terreur blanche. Quoiqu'ayant pris l'engagement au Congrès de Halle de soutenir la Russie soviétiste, les indépendants mènent dans leur presse une campagne de calomnies contre la République des Soviets de Russie. Ils entrent dans les rangs de toute la contre-révolution russe avec Wrangel, Miloukov et Bourtsév, en soutenant le soulèvement de Cronstadt, contre la République des soviets, soulèvement qui manifeste les débuts d'une nouvelle tactique de la contre-révolution internationale à l'égard de la Russie soviétiste : renverser le Parti Communiste de Russie, l'âme, le cœur, la colonne vertébrale et le système nerveux de la République soviétiste, pour tuer cette dernière et n'avoir plus ensuite qu'à balayer son cadavre.

Aux côtés des indépendants allemands, les ligueurs français s'associent à cette campagne et se rallient ainsi publiquement à la contre-révolution française, qui comme on le sait a inauguré cette nouvelle tactique à l'égard de la Russie.

En Italie, la politique des groupes du centre, de Serrati et de d'Aragona, la politique de recul devant toute lutte a rempli la bourgeoisie d'un nouveau courage et lui a donné la possibilité, au moyen des bandes blanches des fascistes, de dominer toute la vie de l'Italie.

Quoique les partis du centre et de la social-démocratie ne diffèrent entre eux que par des phrases, l'union des deux groupes en une Internationale unique n'est pas encore réalisée pour le moment.

Les partis centristes se sont unis en février en une association internationale séparée avec une plateforme politique et des statuts spéciaux. Cette Internationale 2 1/2 essaie d'osciller sur le papier, entre les deux mots d'ordre de la démocratie et de la dictature du prolétariat. En pratique elle n'aide pas seulement la classe capitaliste dans chaque pays en cultivant l'esprit d'indécision dans la classe ouvrière, mais encore et même en présence des ruines accumulées par la bourgeoisie internationale, en présence de la soumission d'une partie du monde à la volonté des Etats capitalistes victorieux de l'Entente, elle offre ses conseils à la bourgeoisie pour réaliser son plan de pillage sans déchaîner les forces révolutionnaires des masses populaires. L'Internationale 2 1/2 se distingue de la 2^e Internationale uniquement en ce qu'elle joint à la peur commune de la puissance du capital qui unit les réformistes avec les centristes, la peur de perdre, en formulant clairement son point de vue, ce qui lui reste d'influence sur les masses encore indécises, mais de sentiment révolutionnaire. L'identité politique essentielle des réformistes et des centristes trouve son expression dans la défense qu'ils font en commun de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, ce dernier bastion de la bourgeoisie mondiale. En s'unissant, surtout où ils possèdent de l'influence sur les syndicats, aux réformistes et à la bureaucratie syndicale pour combattre les communistes, en répondant aux tentatives pour révolutionner les syndicats, par l'exclusion des communistes et par la scission des syndicats, les centristes prouvent que, tout comme les social-démocrates, ils sont les adversaires décidés de la lutte du prolétariat et les aides de la contre-révolution.

L'Internationale Communiste doit, comme elle l'a fait jusqu'à présent, mener la lutte la plus décidée non seulement contre la 2^e Internationale et contre l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, mais aussi contre l'Internationale 2 1/2. Ce n'est que par cette lutte sans merci, qui montre quotidiennement aux masses que les social-démocrates et les centristes, loin d'avoir la moindre intention de lutter pour vaincre le capitalisme, n'ont pas même celle de lutter pour les besoins les plus simples et les plus immédiats de la classe ouvrière, que l'Internationale Communiste peut enlever à ces agents de la bourgeoisie leur influence sur la classe ouvrière.

Pour mener cette lutte jusqu'à la victoire, elle doit étouffer dans le germe toute tendance et tout accès centriste dans ses propres rangs et prouver par son action quotidienne qu'elle est l'Internationale de l'action communiste et non de la phrase et de la théorie communistes. L'Internationale Communiste est la seule organisation du prolétariat international susceptible, de par ses principes, de diriger la lutte contre le capitalisme. Elle doit si bien fortifier sa cohésion intérieure, sa direction internationale, son action, qu'elle puisse atteindre les buts qu'elle s'est proposés dans ses statuts : « l'organisation d'actions communes des prolétaires des différents pays qui poursuivent le but commun : renversement du capitalisme, établissement de la dictature du prolétariat et d'une République soviétiste Internationale ».

Résolution sur le Rapport du Comité Exécutif

adopté à l'unanimité, le 29 juin 1921, au cours de la 9^e séance

Le Congrès prend, avec satisfaction, connaissance du rapport du C. E. et constate que la politique et l'activité du Comité Exécutif pendant l'année écoulée, avaient pour objet la réalisation des décisions du deuxième Congrès. Le Congrès approuve en particulier l'application par le Comité Exécutif aux différents pays des 21 conditions formulées par le deuxième Congrès. Il approuve également l'activité du Comité Exécutif, dans le but de favoriser la formation de grands Partis Communistes des masses et la lutte décidée contre les tendances opportunistes qui s'étaient manifestées dans ces partis.

1^o En Italie, l'attitude prise par le groupe de chefs autour de Serrati, immédiatement après le deuxième Congrès mondial, montra qu'il n'avait pas sérieusement la volonté de réaliser les décisions du Congrès mondial et de l'Internationale Communiste. Mais c'est surtout le rôle joué par ce groupe de chefs lors des luttes de septembre, son attitude à Livourne et plus encore la politique qu'il a suivie depuis, qui ont démontré clairement qu'ils voulaient se servir du communisme comme d'une enseigne cachant leur politique opportuniste. Dans ces conditions, la scission est inévitable. Le Congrès approuve l'intervention décidée et ferme de l'Exécutif dans ce cas, qui a pour l'Internationale Communiste une portée ce principe. Il approuve la décision du C. E. qui alors a immédiatement reconnu le Parti Communiste d'Italie comme seule section communiste de ce pays.

Après la sortie des communistes du Congrès de Livourne, le Congrès a adopté la résolution suivante, présentée par Bentivoglio :

Confirmant les décisions en vertu desquelles le Parti Socialiste Italien a adhéré à la 3^e Internationale, dont il a accepté sans réserve les principes fondamentaux, le 18^e Congrès proteste contre l'exclusion de ce parti de l'Internationale Communiste — exclusion qui lui a été notifiée par le représentant de l'Exécutif, à la suite de divergences de vues dans l'appréciation de questions locales et de détails qu'on pouvait et qu'on devait applanir au moyen d'explications amicales et d'une entente fraternelle. Confirmant son adhésion pleine et entière à la 3^e Internationale, il déclare s'en remettre au prochain Congrès de celle-ci pour solutionner le conflit et s'engager d'ores et déjà, à se soumettre à sa décision et à l'appliquer.

Le 3^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste est persuadé que cette résolution est imposée aux groupes des chefs Serrati par les ouvriers révolutionnaires. Le Congrès attend que les éléments révolutionnaires et prolétariens fassent tout leur possible, après les décisions du 3^e Congrès mondial, pour mettre en exécution ces décisions.

Le Congrès mondial en réponse à l'appel du Congrès de Livourne déclare catégoriquement :

Aussi longtemps que le P. S. I. n'aura pas exclu

ceux qui ont participé à la conférence de Reggio Emilio et ceux qui les soutiennent, le Parti Socialiste Italien ne peut appartenir à l'Internationale Communiste.

Si cette condition préalable et ultimative est remplie, le Congrès mondial charge le C. E. d'entreprendre les démarches utiles pour unir le P. S. I. purifié des éléments réformistes et centristes et le P. C. I. en une section unifiée de l'Internationale Communiste.

2^o En Allemagne, le Congrès du Parti Socialiste Indépendant tenu à Halle a été la suite des décisions du deuxième Congrès mondial qui ont dressé le bilan de l'évolution du mouvement ouvrier. L'intervention de l'Exécutif tendait à la formation d'un fort Parti Communiste en Allemagne et l'expérience a montré que cette politique était juste.

Le Congrès approuve entièrement l'attitude de l'Exécutif dans les événements ultérieurs qui se sont déroulés au sein du Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Le Congrès attend du Comité Exécutif qu'il appliquera aussi à l'avenir les principes de la discipline révolutionnaire internationale.

3^o L'admission du Parti Communiste Ouvrier en Allemagne en qualité de Parti sympathisant de l'Internationale Communiste avait pour but ce s'assurer par cette épreuve, si ce parti se développerait dans le sens de l'Internationale Communiste. La période écoulée est suffisamment concluante à cet égard. Il est temps de demander au P. C. O. d'Allemagne l'affiliation, dans un délai déterminé, au Parti Communiste, ou bien, dans le cas contraire, de décider son exclusion de l'Internationale Communiste en tant que parti sympathisant.

4^o Le Congrès approuve la façon dont le Comité Exécutif a appliqué les 21 conditions au parti français, ce qui a permis de soustraire de grandes masses ouvrières se trouvant en marche vers le communisme, à l'influence des opportunistes longuistes et des centristes et d'accélérer cette évolution. Le Congrès attend de l'Exécutif qu'il contribue aussi à l'avenir au développement du Parti afin de fortifier la clarté de ses principes et sa force combative.

5^o En Tchéco-Slovaquie, le Comité Exécutif a suivi avec patience et en tenant compte de toute la situation, le développement révolutionnaire d'un prolétariat qui a déjà fourni des preuves de sa volonté et de sa faculté de combattre. Le Congrès approuve la résolution du C. E. Qu'il veille à l'application intégrale, également au Parti tchéco-slovaque, des 21 conditions et qu'il s'emploie à la formation dans un bref délai d'un Parti Communiste ferme. Il est nécessaire de réaliser le plus rapidement possible la lutte systématique pour la conquête des syndicats et pour leur unification internationale.

« Le congrès approuve l'activité de l'Exécutif dans le Proche et l'Extrême-Orient et salue le début de la propagande énergique de l'Exécutif dans ces pays. Le Congrès estime qu'il est néces-

saire d'y intensifier également le travail d'organisation. »

Enfin, le Congrès repousse les arguments opposés par des adversaires ouverts ou masqués du communisme contre une forte centralisation internationale du mouvement communiste. Il est au contraire d'avis que les partis communistes, inévitablement liés, ont besoin d'une direction politique centrale douée de plus d'initiative et d'énergie encore, ce qui peut être assuré par l'envoi

au C. E. de leurs meilleures forces. Ainsi par exemple l'intervention de l'Exécutif dans la question des chômeurs et des réparations n'a été ni assez rapide, ni assez efficace. Le Congrès attend que l'Exécutif, soutenu par une collaboration renforcée des partis affiliés, améliore le système de liaison avec les partis. La participation des délégués des partis à l'Exécutif lui permettra mieux de remplir encore que jusqu'ici les tâches croissantes qui lui incombent.

Thèses sur l'Action des Communistes dans les Coopératives

adoptées le 10 juillet 1921, au cours de la 10^e séance

1. A l'époque de la révolution prolétarienne, les coopératives révolutionnaires doivent se proposer deux buts :

a) Aider les travailleurs dans leur lutte pour la conquête du pouvoir politique ;

b) Là où ce pouvoir est déjà conquis, aider les travailleurs à organiser la société socialiste.

2. Les anciennes coopératives marchaient dans la voie du réformisme et évitaient de toute façon la lutte révolutionnaire sous toutes ses formes. Elles prêchaient l'idée d'une entrée graduelle dans le « socialisme » sans passer par la dictature du prolétariat.

Les anciennes coopératives prêchent la neutralité politique, alors qu'en réalité elles cachent sous cette enseigne leur subordination à la politique de la bourgeoisie impérialiste.

Leur internationalisme n'existe qu'en paroles. En réalité, elles substituent à la solidarité internationale des travailleurs : la collaboration de la classe ouvrière avec la bourgeoisie de chaque pays.

Par toute cette politique, les anciennes coopératives, loin de concourir au développement de la révolution, l'entravent et, loin d'aider le prolétariat dans sa lutte, le gênent.

3. Les diverses formes de coopératives ne peuvent, à aucun degré, servir les buts révolutionnaires du prolétariat. Les plus convenables pour cela sont les coopératives de consommation. Mais, même parmi ces dernières, il en est beaucoup qui groupent des éléments bourgeois. Ces coopératives ne sont jamais du côté du prolétariat dans sa lutte révolutionnaire. Seule la coopération ouvrière dans les villes et dans les campagnes peut avoir ce caractère.

4. La tâche des communistes dans le mouvement coopératif consiste en ce qui suit :

1^o Propager les idées communistes ;
2^o Faire de la coopération un instrument de lutte de classe pour la révolution, sans détacher les diverses coopératives de leur groupement central.

Dans toutes les coopératives, les communistes doivent être organisés en fractions constituées, se proposant de former dans chaque pays un centre de la coopération communiste.

Ces groupements et leur centre doivent avoir une liaison étroite avec le Parti Communiste et ses représentants dans la coopération. Le centre doit également élaborer les principes de la tactique communiste dans le mouvement coopératif national, diriger et organiser ce mouvement.

5. Les buts pratiques que doit actuellement se proposer la coopération révolutionnaire d'Occident apparaitront entièrement au cours du travail. Mais, dès maintenant, on peut indiquer certains d'entre eux :

a) Propager par l'écrit et par la parole les idées communistes ; mener campagne pour affranchir les coopératives de la direction et de l'influence de la bourgeoisie et des opportunistes ;

b) Rapprocher les coopératives des Partis Communistes, des syndicats révolutionnaires ; faire participer les coopératives, directement et indirectement, à la lutte politique en prenant part aux démonstrations et aux campagnes politiques du prolétariat ; soutenir matériellement les Partis Communistes et leur presse ; soutenir matériellement les ouvriers en grève ou victimes de lock-out ;

c) Combattre la politique impérialiste de la bourgeoisie, et en particulier l'intervention dans les affaires de la Russie Soviétiste et des autres pays ;

d) Créer des relations non seulement de pensée, d'organisation, mais encore d'affaires, entre les coopératives ouvrières des différents pays ;

e) Réclamer la conclusion immédiate de traités de commerce et l'engagement de relations commerciales avec la Russie et les autres Républiques soviétistes ;

f) Participer le plus largement possible aux échanges commerciaux avec ces républiques ;

g) Participer à l'exploitation des richesses naturelles des républiques soviétistes en se chargeant de concessions sur leur territoire.

6. Après le triomphe de la Révolution prolétarienne, les coopératives doivent prendre leur plein développement.

Déjà, l'exemple de la Russie Soviétiste permet d'esquisser certains traits caractéristiques :

a) Les coopératives de consommation devront se charger de la répartition des produits d'après les plans du gouvernement prolétarien. Cette fonction donnera aux coopératives un essor inconnu jusqu'à ce jour ;

b) Les coopératives doivent servir de lien organique entre les exploitations isolées des petits producteurs (paysans et artisans) et les services économiques de l'Etat prolétarien. Ces derniers, par l'intermédiaire des coopératives, dirigeront le travail de ces petites exploitations conformément à un plan d'ensemble. En particulier, les coopératives de consommation recueilleront les denrées alimentaires et les matières premières des petits

producteurs pour les remettre aux consommateurs et à l'Etat ;

c) Les coopératives de production peuvent grouper les petits producteurs dans des ateliers ou grandes exploitations communes permettant l'application des machines et des procédés techniques perfectionnées. Elles donneront ainsi à la petite production la base technique qui permettra d'édifier sur ce fondement la production socialiste et qui permettra aux petits producteurs de se débarrasser de leur mentalité individualiste pour développer en eux l'esprit collectiviste.

7. Prenant en considération le rôle immense que les coopératives révolutionnaires doivent jouer pendant la révolution prolétarienne, le troisième Congrès de l'Internationale Communiste rappelle aux partis, groupes et organisations communistes qu'ils doivent continuer de travailler énergiquement à propager l'idée de la coopération, des groupements de coopératives, en un instrument de la lutte de classes, et à former un front unique des coopératives avec les syndicats révolutionnaires.

Le Congrès charge le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste de former une section coopérative chargée de mettre en pratique le programme ci-dessus indiqué. En outre, cette section devra, dans la mesure des besoins, convoquer des conférences et des congrès pour réaliser dans l'Internationale la mission révolutionnaire des coopératives.

Les thèses précédentes, lues par Mechcheriakov, sont adoptées par le Congrès à l'unanimité.

Résolution du 3^e Congrès de l'Internationale Communiste sur l'action dans les Coopératives

adoptée le 10 juillet 1921, au cours de la 22^e séance

Le 3^e Congrès de l'Internationale charge le Comité Exécutif de créer une section coopérative qui devra préparer, selon les besoins, la convocation de consultations, conférences et congrès coopératifs internationaux, pour réaliser, dans l'Internationale, les buts déterminés dans les thèses.

La section devra, en outre, se proposer les buts pratiques suivants :

a) Renforcer l'activité coopérative des travailleurs des campagnes et de l'industrie en constituant des coopératives d'artisans demi-prolétaires, en amenant les travailleurs à rechercher la direction et l'amélioration en commun de leur exploitation ;

b) Mener la lutte pour la remise aux coopératives de la répartition des vivres et des objets de consommation dans tout l'Etat ;

c) Mener la propagande pour les principes et les méthodes de la coopération révolutionnaire et diriger l'activité de la coopération prolétarienne vers l'appui matériel de la classe ouvrière combattante ;

d) Favoriser l'établissement de rapports commerciaux et financiers internationaux entre coopératives ouvrières et organiser leur production commune.

Le Bulletin Communiste

publiera dans ses prochains numéros

Les Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des Partis Communistes.

La Résolution sur l'organisation de l'Internationale Communiste.

Les Thèses pour la propagande parmi les femmes.

Les Thèses sur la tactique du Parti Communiste de Russie.

La Résolution sur l'Internationale Communiste et le mouvement de la Jeunesse Communiste.

L'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD, 123, rue Montmartre, PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
183, rue Montmartre, Paris (2^e).
Georges DANGON, imprimeur